les travailleurs en butte aux licenciements

P. 8, 9 et 10

Des livres à offrir une sélection

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 812 - 24 décembre 1983 - prix : 6 F



gouvernement et patronat, tous deux d'accord pour 500000 chômeurs de plus!

sommaire

Dans le monde

Page 7

 Après l'attentat de Londres, l'IRA paie le prix de sa politique nationaliste.

Japon : Tanaka revient par les urnes.

En France

Page 4

 Réduction du déficit du commerce extérieur : pas de quoi pavoiser.

Page 5:

- Talbot : la CGT et les licenciements.

Page 6

- Reprise? Vous avez dit reprise?

 Réforme en douceur du statut des médecins hospitaliers.

Pages 8 et 9:

 Les travailleurs en butte aux licenciements : Massey-Ferguson (Marquette-lès-Lille) ; Vierzon.

Hausse du chômage, malgré les trucages.

Page 10

 Dans les entreprises: SPST (transport de fonds) région parisienne; CRAM Rouen; Rhône-Poulenc Vitry; SNCF Limoges; SNCF Matériel, Gare de l'Est.

Page 11:

 Compteurs Schlumberger Montrouge; URSSAF Montreuil; Norton La Courneuve; les CODEVI au Crédit Lyonnais et aux PTT Paris 18°.

Culture

Pages 12 et 13:

- Livre: Avant-guerre de J.-M. Rouart.

- Des livres pour les fêtes.

Pages 14 et 15:

— Livre : La politique expliquée aux enfants de Denis Langlois.

- Théâtre : Rive Noire.

 La java des bombes atomiques: Wargames, un film de John Badham; La bombe, armes et scénarios nucléaires, un numéro de la revue Autrement.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

En aurait-il abusé?

Selon le journal Le Monde daté du 18 décembre, il paraît qu'en URSS Andropov avait décidé, dès qu'il s'est retrouvé numéro 1, de baisser le prix de la vodka. Ce qui a constitué un événement pour l'URSS, puisque c'était la première fois depuis 1958 que cet alcool baissait. Les deux prédécesseurs d'Andropov, Brejnev et avant lui Khrouchtchev, en avaient, eux, au contraire augmenté le prix, pour tenter d'enrayer la montée constante de l'alcoolisme. Mais, comme le fait remarquer le journaliste

du Monde, cela avait eu l'effet inverse. « Le litre de vodka était devenu si onéreux que les Soviétiques s'étaient mis à boire n'importe quoi, des alcools fabriqués à la maison, des substituts peu comestibles... Ce phénomène explique, selon les experts, que le taux de la mortalité due à l'alcoolisme soit dix fois plus élevé en URSS que la moyenne mondiale ».

Mais cette baisse ne concerne pas les vodkas haut de gamme, réservées aux membres de l'appareil. Elle ne concerne qu'une sorte de bibine sans étiquette mise sur le marché par les autorités, et surnommée par les Soviétiques Andropovka. Son seul avantage étant tout de même de faire moins de ravages que les succédanés auxquels ont eu recours jusque-là les citoyens soviétiques...

L'histoire ne dit pas si Andropov, pour faire peuple, a essayé personnellement le nouveau breuvage. A en croire l'état dans lequel il se trouve actuellement, il ne doit pas s'agir d'une potion magique.

TOUS AUX ABRIS!

Maurice Schumann, dans un comité qui rassemble deux cents parlementaires, fait campagne sur ce thème: il faut construire des abris, car aujourd'hui l'inexistence d'une défense civile pourrait faire de 40 millions de Français, 40 millions de sans-abris.

C'est le même souci qui anime le Club 1989.

« Au lendemain d'une guerre nucléaire, il resterait autant de Suisses que de Français », tel est le « cri d'alarme » que lancent deux RPR, un ancien député, Michel Aurillac, et un ami de Chirac, Alain Juppé!

Leur argument frappant c'est qu'à l'heure présente, en cas de guerre nucléaire, six millions de Suisses superprotégés et six millions de Français survivraient. Soit 90 % de la population suisse et 10 % de la population française.

Belles perspectives pour l'industrie française, sinon pour l'humanité!

QUESTION DE GOÛT

Installée sur la place d'un marché de Lyon, une structure métallique, tout en hauteur et assez peu figurative, est la cause de toute une effervescence et d'une opposition entre les « riverains » de l'œuvre et son créateur.

Les riverains reprochent à la statue de ne pas cadrer avec leur place, style fin XIX°, et sont donc satisfaits d'avoir obtenu son prochain démontage. Le « créateur », lui, s'est perché sur son œuvre pour empêcher le démontage sacrilège de sa structure artistique. Ce qu'on appelle un artiste qui s'impose au public!

Les enfants avaient trouvé l'amorce d'une solution : ils utilisaient la statue comme toboggan. Cela aurait pu mettre tout le monde d'accord. Hélas, cette nouvelle forme de consommation artistique a surtout permis d'entrevoir... les fesses des écoliers. Et les mères ont protesté. La bataille entre l'école-Napoléon III et l'école-tas-de-ferraille est donc loin d'être terminée!

Dernier cri de guerre : le fusil à laser

En cette fin d'année, la hotte du père Noël s'est alourdie d'un joujou supplémentaire pour les militaires américains. D'après le journal Washington Post, des spécialistes de l'armée américaine auraient mis au point un fusil laser portatif, prévu pour les combats rapprochés.

L'idée « lumineuse » a germé dans la tête de certains militaires qui, lors d'essais d'emploi du rayon laser pour permettre une grande précision de tir, avaient constaté que ces rayons pouvaient occasionner de graves lésions aux yeux.

On n'en est pas encore à la « Guerre des Etoiles », où le

pistolet laser permet de désagréger l'adversaire. Plus modestement, ce fusil à laser rendrait aveugles de manière irréversible ceux qui regarderaient dans sa direction. II aveuglerait les fantassins et les équipages de chars surveillant le champ de bataille au travers d'instruments optiques. Il y a une parade à ce rayon lumineux: des lunettes, tout simplement. Mais celles-ci devraient être totalement obscures, et il serait impossible d'y voir clair sur le champ de

Et ce sera la « Guerre des Etoiles »... dans le brouillard!

Pas si fou, Hallier!

Dernière (fausse) nouvelle:

Jean Hedern-Hallier vient de se faire enlever par son percepteur. La rançon se monte à l'arriéré d'impots...

Jean-Edern Hallier a décidé de ne plus payer ses impôts, au nom des services rendus à la gauche. « Elle me doit beaucoup d'argent pour les treize années de combat que je lui ai données. J'entends bien du reste me faire payer en me présentant à l'Elysée à midi », a-t-il déclaré.

Enfin une bonne idée d'Edern Hallier!

A tous les travailleurs qui ont voté pour Mitterrand en 1981 d'en faire autant.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1):

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :
Prénom :
Adresse :

Code postal:....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles

Editorial-

Gouvernement et patronat, tous deux d'accord pour 500 000 chômeurs de plus!

N cette veille de fêtes, le patronat aura réussi un fameux test, en faisant accepter au gouvernement les licenciements de Talbot à Poissy. Il aura pu vérifier qu'au moins du côté du gouvernement, il a les coudées franches pour 1984. Le gouvernement, lui, ose présenter comme un acquis le fait qu'il n'y aurait que 1 905 licenciements à Talbot. Mais il ment, car il vient seulement d'accorder à Peugeot sa première fournée de licenciés. Et il n'y a que le premier pas qui coûte, surtout quand c'est les travailleurs qui paient. Et le gouvernement sait bien que Peugeot va continuer à licencier, comme les autres patrons de l'automobile d'ailleurs. Il sait bien que c'est par 20 000, 50 000 que Renault, Peugeot et Citroën envisagent de licencier. Il le sait, il est d'accord, il vient publiquement d'en faire la preuve. Et les patrons n'auront guère de raison de se gêner.

Oh, le gouvernement n'aura pas besoin de donner son accord à chaque fois. Car les patrons préparent mieux, en cherchant à obtenir du gouvernement qu'il accepte, tant qu'à faire, de casser les lois actuelles sur les licenciements, pour qu'ils aient le droit d'embaucher et de débaucher à leur guise, quand ça les arrange, sans formalités, sans autorisations préalables. Et cela, n'en doutons pas, le patronat l'obtiendra du gouvernement qui lui en a accordé bien d'autres.

Parce qu'aujourd'hui, le gouvernement est d'accord avec lé patronat pour prétendre qu'il est nécessaire de licencier, de « restructurer », de « dégraisser les effectifs » pour reprendre ce terme odieux d'équarrisseur qu'affectionnent les dirigeants d'entreprises, pour moderniser, disent-ils, l'industrie et la rendre plus compétitive. Mais c'est de la blague. Tous ces licenciements ne préparent pas une reprise des investissements. Leur seule fonction est de sauvegarder non pas les entreprises, mais les profits.

Ah oui, les licenciés leur permettront de rentabiliser les entreprises, comme ils disent, mais en faisant travailler plus ceux qui restent sur les mêmes vieilles machines! Et tous ces licenciements à venir ne seront pas le résultat qu'on prétend naturel de la crise économique, mais le résultat d'une offensive concertée et délibérée des patrons contre les travailleurs, pour s'assurer l'échelle mobile de leurs profits.

Alors aujourd'hui, le gouvernement ne craint pas le ridicule de proposer des mesures d'accompagnement dérisoires aux

licenciements, entre autres ces prétendus stages de formation pour des ouvriers français comme immigrés qui travaillent depuis 10, 20 ou 25 ans chez Talbot! On a même trouvé un ministre communiste, Jack Ralite, pour oser parler d'aider « les immigrés licenciés à retourner dans leur pays s'ils le souhaitent », alors que ceux-ci, dont les enfants ne parlent la plupart du temps que français, ne souhaitent que garder leur emploi!

Et il faut toute l'hypocrisie des dirigeants nationaux des syndicats pour présenter ces mesures comme acceptables, en contradiction avec les militants de la base coincés devant le désespoir de leurs camarades de travail.

Le gouvernement qui se dit socialiste, lui, a pour charge de faire accepter aux travailleurs les licenciements décidés par les patrons. Il sert à dire ce qu'il faut accepter. Et cela paralyse les centrales syndicales qui ont un pied dans le gouvernement. Car à la tête, elles tiennent le même langage que le gouvernement. Et à la base, elles ont une attitude ambiguë.

Bien sûr, là où il y a des licenciements, les syndicats peuvent avoir des attitudes dures, localement. Seulement, ce n'est pas localement que les travailleurs peuvent changer le rapport de forces, quand c'est déjà trop tard, quand ils sont isolés et sur la défensive. C'est à tous ceux qui sont de futurs licenciés de réagir, de se préparer à l'offensive, de rassembler leurs forces, pour changer le rapport de forces à l'échelon national entre le patronat et la classe ouvrière.

Mais pour changer le rapport de forces, pour que les travailleurs puissent se faire craindre du patronat, il ne faut pas cacher que le gouvernement est dans le camp du patronat. D'autant que les travailleurs ne sont pas fous et le voient bien, et que les militants qui s'efforcent de le cacher n'aboutissent qu'à se déconsidérer eux-mêmes.

Et il faut voir la situation telle qu'elle est. Quand ce gouvernement aura bien démoralisé la classe ouvrière, il laissera la place à la droite qui se débarrassera de lui comme d'une simple épine de rose. Car le gouvernement de la gauche qui devait s'en prendre aux riches s'en prend aux pauvres, et il y perd le seul crédit qu'il pouvait avoir. Il faudra bien alors que les pauvres s'en prennent directement aux riches, s'ils ne veulent pas partager le sort de cette gauche, et payer pour tout le monde.

Arlette LAGUILLER

POISSY:

le gouvernement accepte les deux tiers des licenciements

« Il faut, avait dit Mauroy, que les travailleurs sachent qu'ils ont des amis au gouvernement » ! Eh bien les travailleurs de Talbot-Poissy — et tous ceux dont l'emploi sera menacé dans les mois qui viennent — n'ont pas eu longtemps pour voir ce que ces amis-là valaient.

Le gouvernement a accepté 1 900 licenciements sur les 2 900 demandés par la direction du groupe PSA. Quels bons amis ont donc ces 1 900 là! On se demande bien ce que des ennemis auraient pu leur faire de pire.

Le cynisme, c'est les mesures prétendues sociales qui accompagnent ces licenciements. D'abord, 100 stages... pour 1 900 licenciés! Et puis, le comble, une remise de 20.000 F sur un camion pour ceux des licenciés qui voudraient en acheter un, au groupe PSA. Enfin une prime de 20.000 F qui ne sera pas versée aux licenciés euxmêmes, mais qui servira à « faciliter » leur réemploi, c'est-à-dire qui servira à leur payer un stage anti-chambre du chômage, ou qui ira au patron qui les réembauchera (pour six mois!).

Mais Mauroy a réaffirmé aussi que le gouvernement ne s'opposera pas aux licenciements dont les capitalistes et les industriels auront besoin pour maintenir leurs profits: il faudra seulement que cela se fasse en douceur.

Alors, tous les chefs d'entreprise ont bien compris: s'ils veulent licencier 2 000 salariés, ils n'ont qu'à d'abord annoncer 3 000 licenciements et le gouvernement sera content! Quant aux 1 000 supplémentaires, ils pourront toujours être licenciés un peu plus tard par petits paquets. Voilà les limites de l'amitié de Mauroy envers les travailleurs.

C'est vrai qu'il y a la crise. Mais à qui la faute? Aux travailleurs? Est-ce eux qui gèrent les entreprises, qui dirigent la production?

Les industriels, les banquiers, les capitalistes en tous genres qui ont empoché les profits quand tout allait bien pourraient aujourd'hui sacrifier un peu de leur fortune, pour compenser les pertes. Non, c'est aux travailleurs de supporter le poids de la crise.

Et Mauroy ne refuse pas la chirurgie patronale, il voudrait seulement la faire sous anesthésie.

Et les licenciements de Poissy annoncent bien d'autres licenciements, un peu partout et d'abord dans l'automobile. Si nous laissons licencier ceux de Poissy sans réagir, demain, ceux de Citroën-Aulnay, de Renault-Billancourt ou de PeugeotSochaux seront, eux aussi, jetés à la rue sous prétexte de profits en baisse et que la spéculation sur le dollar rapporte plus que la vente des voitures.

Et après l'automobile, ou en même temps, c'est dans toutes les entreprises nationalisées que le gouvernement fera des coupes sombres pour pouvoir distribuer l'argent de l'Etat aux groupes privés.

Oui, la direction du groupe Peugeot, propriétaire de Talbot-Poissy, avait mis le gouvernement au pied du mur. Et les travailleurs n'ont pas eu longtemps à attendre pour voir quel genre de maçon il est.

La responsabilité est maintenant aux dirigeants des syndicats, dont certains ont le culot de prétendre que 2 000 licenciés au lieu de 3 000, après tout, ce n'est pas mal

Vont-ils faire retomber sur les travailleurs de Poissy la responsabilité de savoir que faire, en laissant les licenciés entrer seuls en lutte, favorisant ainsi la division entre ceux des travailleurs qui ont encore — pour combien de temps — du travail, et ceux qui sont déjà au chômage?

Et en entretenant la division entre les travailleurs de Poissy et tous les travailleurs du pays, qui ne sont pas tous QUE JE SUIS L'AMI
DES TRAVAILLEURS!

FALBOT:
1000 F

1

QUAND JE VOUS DIS

concernés aujourd'hui mais qui le seront demain les uns après les autres ?

Alors, il reste maintenant aux travailleurs à se demander dans quel camp sont les syndicats. Pas les dirigeants, c'est tout vu, ils ont un pied dans le gouvernement, et le gouvernement n'est pas l'ami des travailleurs mais le larbin des patrons.

Non, c'est à tous les militants honnêtes, et à tous les travailleurs que la question se pose.

Editorial des bulletins d'entreprise du 19/12/83.

La réduction du déficit du commerce extérieur : pas de quoi pavoiser

La réduction du déficit du commerce extérieur se poursuit, ce qui, selon le gouvernement, serait une bonne nouvelle, un signe encourageant, au milieu d'autres indices qui eux ne le sont guère. « Le lot de consolation » comme titrait Libération du 18 décembre...

A y regarder d'un peu près, il n'y a pourtant pas de quoi pavoiser.

Les chiffres obtenus étant le bilan des exportations et importations en valeur, il est impossible de savoir quelle est la part de la variation des taux de change dans les résultats et donc à quel volume d'exportations et d'importations ils correspondent.

La seule chose sûre est que la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, par la limitation des hausses des salaires et par l'augmentation du chômage, a entraîné une réduction de la consommation intérieure et donc une diminution des importations.



Mais ne peut-on pas créditer quand même le gouvernement d'avoir réussi à atteindre un de ses objectifs? Le Monde, qu'on ne peut taxer d'hostilité envers le gouvernement, écrit à ce propos : « Le chiffre de novembre s'inscrit dans la logique des événements. Le hasard et la nécessité font en tout cas que

l'objectif sera sans doute atteint ». Le hasard semble plus efficace que Delors!

D'ailleurs, si la baisse du déficit du commerce extérieure est un si bon signe, on se demande pourquoi le gouvernement accepte les licenciements.

P.N.

Les banquiers solidaires

Le procès Paribas, ou plutôt le procès de Pierre Moussa (l'ex-P-DG de Paribas) et de quelques autres continue.

Avec ce procès, resurgit l'affaire de cet industriel toulousain, M. Latécoère, qui avait fait transporter 30.000 pièces d'or au Canada pour les mettre au frais, car le pauvre homme craignait une troisième guerre mondiale! Il avait fait appel à Paribas, qui avait accepté ce transfert de quelque trois milliards d'anciens francs.

Le plus remarquable dans ce procès ce sont tous ces inspecteurs, contrôleurs des finances, exgouverneurs de la Banque de France, exambassadeur, qui viennent témoigner en faveur des accusés... et montrent qu'ils sont solidaires.

Ainsi, Olivier Wormser, ambassadeur de France, gouverneur honoraire de la Banque de France, a déclaré: « Pendant ces cinq années-là (il était alors gouverneur de la Banque de France), il existait une certaine réglementation en matière de crédit. Mais je n'ai pas eu à adresser le moindre reproche sur ce chapitre à Paribas. Cela n'a pas été le cas pour d'autres banques et, en particulier, pour les banques qui avaient été nationalisées ».

Autrement dit, la BNP, le Crédit Lyonnais et les autres ont exactement les mêmes pratiques, et pires, que celles qu'on reproche à Paribas.

C'est un ex-gouverneur de la Banque de France qui le dit, il doit savoir de quoi il parle. A quoi rime finalement tout ce procès? Ne serait-ce pas finalement une opération publicitaire en faveur de Pierre Moussa, pour lui attirer de gros clients en mal de conseils pour mettre à l'abri leurs capitaux?

Recentrage au centre

Après avoir été élu député radical de gauche pendant trente-deux ans dans la même circonscription du Lot, à Cahors, Maurice Faure (qui a trouvé une autre sinécure qui dure neuf ans : une place de sénateur) a réussi à passer le flambeau à un autre radical.

A la suite de quoi Faure Maurice et Faure Edgar (radical valoisien, dans l'opposition celui-là) ont fait une déclaration commune et envisagent « La possibilité de reconstituer une école de pensée s'attachant à l'inspiration idéologique, à l'approche évolutive et à la méthodologie médiatrice du radicalisme ». Comment ne pas se mettre d'accord sur un tel « afaurisme »?

Alors, à quoi reconnaît-on un radical de gauche d'un radical valoisien, qui n'est pas de gauche? A la différence entre Faure et Faure. Quant à Maurice et Edgar, sénateurs d'âge respectable tous deux, ils ont décidé de vieillir ensemble et fondre leurs traits dans la même « méthodologie médiatrice », nouvelle tendance radicale, que les non-initiés préfèreront sans doute appeler « l'edgarmaurisme ».

CEUX A QUI ON TIENT SES PROMESSES

Né avec le plan de rigueur mis en place par le gouvernement en mars dernier, le carnet de change est mort. Il n'aura pas passé l'année.

Il faut dire que l'instauration du carnet de change,
qui s'accompagnait de
l'interdiction d'emporter à
l'étranger plus de 1000 F
d'argent de poche par
voyage et par personne,
avait fait hurler les professionnels des agences de
voyage, qui étaient descendus dans la rue. Le gouvernement avait aussitôt
reculé et promis qu'il ne

s'agissait là que de mesures provisoires. En cette fin d'année, période de cadeaux, il tient sa promesse aux directeurs d'agences de voyage: il annule le carnet de change.

Il annule le carnet de change, mais pas les autres mesures qui accompagnaient le plan de rigueur (le prélèvement de 1 % pour la Sécurité sociale sur les salaires, l'emprunt de 10 % obligatoire sur les impôts, l'augmentation des tarifs publics) qui, elles, seront en partie reconduites.

Chacun son sport



Ce n'est pas le prolétariat qui part en masse à la neige!

Beau sujet de satisfaction pour le ministère du Temps libre, le secrétariat d'Etat au Tourisme et autres organismes qui veillent sur nos loisirs: 5 millions de Français vont cette année prendre des vacances d'hiver. Plus que jamais, paraîtil. Une seule ombre à ce

tableau, discrètement estompée d'ailleurs: sur ces 5 millions de vacanciers, il y a ... 4,9 % seulement d'ouvriers.

Mais il est vrai qu'aux travailleurs le gouvernement réserve comme sport la dégringolade du pouvoir d'achat.

UNE IDEE EN OR

Il y a onze ans Giscard, ministre des Finances, lançait un emprunt à 7 %, mais originalité destinée à allécher les souscripteurs, cet emprunt était indexé sur le cours de l'or.

Depuis, les ministres sont passés, les présidents aussi d'ailleurs. Mais les fonctionnaires du Trésor, eux, chaque année au mois de janvier, quelques jours avant le paiement de l'intérêt, continuent à avoir des cauchemars.

Pour 6,5 milliards d'argent frais récupérés à l'époque, l'Etat aura dû verser jusque-là 18,2 milliards d'intérêts! Sans parler, bien entendu, des 65 milliards qu'il faudra rembourser en 1988, quand il faudra rendre le « principal », (en admettant que le lingot veuille bien s'en tenir à sa cote actuelle).

MEFIANCE



Possesseurs d'automobiles, comparez donc votre vignette 1984 à votre vignette 1983.

Cherchez la différence. « 1984 au lieu de 1983 » ? direz-vous tout de suite. Eh

bien, cherchez encore! Dans l'intervalle où, en 1983, était écrit: « Valable du 1er décembre 1982 au 30



novembre 1983 »... il n'y a cette année plus rien d'écrit.

Simple oubli? Quand on connaît nos gouvernants, on en doute. D'autant que des bruits avaient couru, déjà l'an dernier, d'un projet de vignette pour juillet...

Qui vivra verra!

TALBOT

La CGT et les licenciements

Les décisions du gouvernement, diminuant de 1 000 le nombre des licenciements prévus à Talbot mais en entérinant 1 905, sont difficilement passées auprès des travailleurs de Talbot. D'autant que les mesures prévues pour les travailleurs licenciés ne garantissent absolument rien, quand elles ne confinent pas au ridicule. C'est du moins ainsi que l'ont pris des travailleurs de l'usine de Poissy cités dans la presse et à la télévision. Ainsi, L'Humanité du 20 décembre rapporte ces propos : « La formation, pour nous, ce serait d'abord d'apprendre à lire et à écrire en français. Et puis après ? Il y a au chômage des gens qui ont une formation, ils ne trouvent pas d'emploi ». A propos de l'engagement du gouvernement à ce que les licenciés soient « prioritaires » pour l'embauche dans un délai d'un an : « Oui, mais on n'a pas confiance. Quel est le patron qui va embaucher un ouvrier qui a fait dix ans de Talbot? Un immigré en plus... ».

Dans ce contexte, le langage utilisé par le principal syndicat de l'usine parmi les ouvriers, la CGT, est devenu plus qu'ambigu, contradictoire.

Dès l'annonce du plan gouvernement-Peugeot, Jack Ralite, ministre de l'Emploi, membre du Parti Communiste, expliquait dans L'Humanité-Dimanche du 18 décembre à propos de ce plan qu'il avait lui-même négocié avec les dirigeants de Peugeot: « Ces acquis sont intéressants ». Le ton était donné. Le même jour, André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, qualifiait « d'acquis non négligeables les décisions annoncées ». Dès le lundi matin, Nora Trehel, la dirigeante de la section CGT de l'usine de Poissy, présente la veille aux côtés d'André Sainjon lors de la conférence de presse donnée par celui-ci, tentait de convaincre les travailleurs de Poissy de l'appréciation de son syndicat. Pour, l'aprèsmidi, corriger le tir en soulignant que l'accord gouvernement-Peugeot « n'est pas le nôtre ». Dans l'intervalle, Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, déclarait, parlant de la grève des travailleurs de Talbot, qu'on « ne peut plus vraiment parler de grève », puisque la direction a lockouté...

S'il suffit maintenant aux chefs d'entreprises de décréter le lock-out pour que les dirigeants syndicaux décrètent qu'il n'y a plus de grève, les patrons ont un bel avenir devant eux... Si toutefois les travailleurs obtempèrent aux ordres de ces prétendus chefs ouvriers.

L'Humanité du 21 décembre se fait d'ailleurs l'écho indirect de ces contradictions de langage dans un article emberlificoté et destiné, justement, à montrer que la position de la CGT est cohérente...

Mais il n'est pas surprenant que l'attitude de la CGT soit contradictoire. Face à une direction qui mène une politique claire qui s'intègre dans un rapport de forces général favorable au patronat, les syndicats se refusent, eux, à avoir une politique. Ou, plus précisément, leur seule politique est de justifier l'attitude pro-patronale du gouvernement tout en ayant l'air de soutenir les travailleurs. Ét ce ne sont pas tant les syndicats locaux de l'usine de Poissy qui sont à mettre en cause que la politique menée par les confédérations.

Dans ce contexte, les syndicats locaux n'ont pas grand-chose à offrir aux travailleurs, si ce n'est « négocier » non pas sur le fait qu'il y a des licenciements, mais sur les conditions des licenciements. Et, à Poissy, même ce dernier point étant réglé par l'accord gouvernement-Peugeot, il ne reste plus aux syndicats qu'à demander de négocier sur les noms des travailleurs licenciés.

Ce que la direction de Peugeot refuse catégoriquement, ayant probablement décidé de profiter de l'occasion pour régler ses comptes avec nombre de travailleurs syndiqués jugés trop remuants.

Le gouvernement interviendra alors pour « sauver » 1 000 emplois, et le tour sera joué. C'est ce qui faisait dire au P-DG de Peugeot devant ses cadres réunis au Palais des Congrès de Paris: « Nous avons intérêt à



Force est de constater que, malgré ce que proclament les pancartes CGT dans les ateliers en grève de chez Talbot, les dirigeants ne font rien pour rompre l'isolement des travailleurs de cette usine.

l'accord avec le gouvernement. Nous l'appliquerons donc totalement et avec loyauté ». D'ailleurs, le gouvernement vole au secours du patronat puisque, le mardi 20 décembre, des licenciements de plusieurs centaines de travailleurs étaient annoncés à l'Alsthom-Atlantique dans les usines du Bourget et de Belfort, et qu'on reparle de la nécessité de supprimer 25 000 emplois dans la sidérurgie, en attendant d' « ouvrir » les dossiers des chantiers navals et des charbonnages.

Face à un patronat qui invoque la crise et ses carnets de commande pour justifier les licenciements, face à un gouvernement qui a décidé d'accéder à ses désirs, ce n'est certainement pas dans une seule usine que les travailleurs peuvent obtenir un rapport de forces favorable, quand bien même ils seraient nombreux et déterminés. Mais, de ce point de vue, force est de constater que les travailleurs de Talbot sont isolés, et que les syndicats ne font rien pour rompre cet isolement, remplissant ainsi le rôle que leur assigne le gouvernement: faire passer avec le moins de remous possible les mesures antiouvrières décidées conjointement par le patronat et le gouvernement.

Jean-Jacques FRANQUIER

Mais si, Talbot a bien obtenu ce qu'il voulait du gouvernement

« La méthode habituelle eût été de demander plus de licenciements que nécessaire, de composer avec le pouvoir politique, de lui offrir le choix de la mise en musique, et dans une négociation au finish transiger en permettant à chacun de sauver la face ».

On peut lire ces conseils avisés de management dans le journal patronal Les Echos du 19 décembre. On ne peut pas dire que ce soit une révélation.

Tous les patrons cuisinent cette vieille recette depuis que le tapis vert existe.

Mais cette fois, Les Echos s'en prennent à un patron, à Jacques Calvet, responsable du groupe PSA (Peugeot-Talbot). Ils lui reprochent, en quelque sorte, de « casser le métier ». Calvet, dans la partie de bras de fer qu'il aurait engagée avec le gouvernement et les syndicats pour les licenciements chez Talbot, aurait décidé de faire toucher les deux épaules à ses adversaires. Maladroit, très maladroit, clament Les Echos : à mettre le gouvernement au tapis « on risque de le voir perdre toute influence sur la base... ». Il ne faut pas casser ses jouets, on les regrette après. Argumentation édifiante quand c'est le sort de 3 000 travailleurs qui est en jeu!

Mais ce que Les Echos n'ont peut-être pas vraiment compris ou feignent de ne pas comprendre, c'est que PSA a bel et bien demandé plus : il a demandé 3 000 licenciements pour en obtenir 2 000 !

Et Les Echos en en rajoutant, doivent s'adresser sans doute aux patrons en mal de licenciements qui n'avaient pas bien compris!

A.M.



Les représentants syndicaux de Talbot-Poissy, le 15 décembre, au moment où ils apprennent, de la bouche du directeur général, le lock-out des 17 000 salariés de l'usine...

RÉGION PARISIENNE:

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky portera

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET L'AMÉRIQUE LATINE.

Elle aura lieu le vendredi 13 janvier 1984 à 20 h 30, dans la grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris V*, Métro Maubert-Mutualité (Participation aux frais: 10 F.).

Retenez cette date!



Le numéro de décembre 1983 de la LUTTE DE CLASSE est paru.

Au sommaire de ce numéro:

 Les euromissiles : l'assurance que l'Europe ne restera pas hors du coup d'une guerre USA-URSS.

 Rouge-Lutte Ouvrière: deux points de vue différents sur la présence des ministres PCF au gouvernement.

— Ce numéro de la Lutte de Classe contient par ailleurs les textes adoptés lors du récent congrès de Lutte Ouvrière.

Reprise? Vous avez dit reprise?

Selon les dernières « Perspectives économiques » rendues publiques par les experts de l'OCDE (Organisation de développement et de coopération économique qui regroupe les 24 pays les plus riches), les résultats économiques des pays industrialisés en 1983 devraient être légèrement meilleurs que ce qu'ils avaient prévu il y a six mois: 2,25 % de croissance au lieu de 2 %. Et la tendance devrait se poursuivre en 1984 avec une croissance de 3,5 %.

Cela dit, les experts de l'OCDE sont moins optimistes pour l'avenir que leurs chiffres peuvent le laisser supposer. Ainsi estiment-ils que le point le plus haut de la reprise a été atteint au second semestre 1983, et qu'il est désormais dépassé. Avant même qu'on ait pu réellement sentir les effets de cette fameuse reprise, la voilà donc qui commence déjà à s'essouffler! Cela veut-il dire que la crise va s'approfondir dans les mois à venir? Non, disent les experts de l'OCDE, la reprise va continuer sur sa lancée, au moins jusqu'en 1985, mais à un rythme moindre.

Ces prévisions globales recouvrent de toute façon de fortes disparités. Ainsi les Etats-Unis sont-ils et resteront-ils le gros bénéficiaire de la reprise. L'afflux vers les Etats-Unis de capitaux attirés par la sécurité et la rentabilité des placements en dollars se poursuivra, alimentant la reprise américaine, et laissant prévoir le maintien de la tendance à la baisse du chômage aux Etats-Unis. Mais, en même temps, ce mouvement des capitaux continuera à alimenter la hausse du dollar, au détriment de l'économie des pays européens. Aussi les experts de l'OCDE soulignent-ils que « une nette amélioration des résultats économiques en Europe ne serait probablement envisageable que si une tendance à la baisse du dollar donnait aux pays européens la marge de manœuvre nécessaire pour assouplir leur politique monétaire ».

En d'autres termes, la reprise sera beaucoup plus faible et plus fragile en Europe. La croissance y sera moitié moindre qu'aux **Etats-Unis. Dans le domaine** du chômage, l'OCDE prévoit au mieux une stagnation mais pas de recul, et cela jusqu'en 1985. La reprise de la consommation intérieure qui s'est manifestée dans certains pays, n'est pas le signe d'une amélioration de la situation économique puisqu'elle s'est faite au détriment de l'épargne, au point qu'en GrandeBretagne, le pays européen pour lequel les chiffres de l'OCDE sont les plus optimistes, l'épargne a diminué presque de moitié entre la fin 1980 et le deuxième trimestre 1983.

Quant à la France, pour finir, elle tient résolument la lanterne rouge. Contrairement aux voisins allemands et anglais, elle ne devrait connaître qu'une croissance nulle en 1984, contre + 0,5 % en 1983. Les experts de l'OCDE prévoient une aggravation du chômage qui toucherait 10 % de la population active au début 1985, contre 8,5 % à l'heure actuelle. Il est vrai que les chômeurs en puissance que nous sommes pourront toujours se consoler en apprenant que l'OCDE prévoit une croissance probable des investissements productifs grâce surtout... aux entreprises nationalisées. Donc, non seulement on será chômeurs, mais on paiera en plus les investissements industriels avec nos impôts, investissements qui à leur tour serviront à moderniser, restructurer et... faire de nouveaux chômeurs... Bref, ici on aura laissé passer la relance économique sans s'en apercevoir, mais par contre, la relance du chômage, elle, ne va pas passer inaperçue!

François ROULEAU



EXPULSIONS EXPÉDITIVES

Depuis le 10 juin 1983 fonctionne une nouvelle procédure d'expulsion des étrangers « sans papiers », c'est-à-dire en situation irrégulière.

Ce sont les abus permis par cette nouvelle procédure que sont venus dénoncer le lundi 21 décembre, auprès du Garde des Sceaux, Badinter, un groupe d'avocats porteurs d'une pétition signée par une centaine de leurs confrères.

Auparavant, avant juin 1983, quand un étranger était expulsé, il était en même temps condamné à quelques semaines de prison. Cela lui donnait la possibilité de faire appel, ou de rassembler les papiers prouvant qu'il était bien en situation régulière.

Depuis juin, l'expulsion décidée par le tribunal est immédiate.

Les prisons étaient engorgées, c'était là une petite astuce pour les désengorger! Tant pis pour les étrangers qui n'avaient pas su se faire comprendre, ou que les juges n'avaient pas voulu écouter!

Les avocats reçus par Badinter lui ont rapporté un certain nombre de cas dont ils avaient eu à s'occuper. Par exemple, celui d'un salarié au titre de séjour périmé. Expulsé, il se retrouve au Sénégal, sans un sou. Il y apprend que la cour d'appel a annulé cet ukase : les premiers juges avaient violé la loi en oubliant de saisir l'inspection du travail. Ce salarié aurait pu régulariser très rapidement sa situation...

Robert Badinter, d'après Libération, « a ouvert de grands yeux » en écoutant les avocats.

Comme s'il ne les connaissait pas, ces abus déjà racontés en détail par un certain nombre de journaux et dénoncés par le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme)!

Comme s'il n'avait pas connaissance du renforcement des contrôles policiers ces derniers mois, devenus de véritables rafles contre les immigrés dans les couloirs du métro ou dans les foyers Sonacotra, comme s'il ne les couvrait pas!

Robert Badinter, d'après le groupe d'avocats reçus par lui, s'est défendu en disant que la « légalité des contrôles ne dépendait pas de lui, mais du ministère de l'Intérieur ».

Bonne leçon de renvoyer la balle à Defferre. Mais pourtant, les magistrats qui décident des expulsions des étrangers raflés par la police, dépendent bien de Badinter.

Avant d'être des socialistes, Badinter comme Defferre sont chefs de l'appareil judiciaire et policier de l'Etat. Alors, à Defferre et à Badinter de faire expulser les immigrés, et à Georgina Dufoix, actuelle secrétaire d'Etat à la Famille, d'aller montrer, elle, que le gouvernement est de leur côté en faisant un petit tour à la manifestation des jeunes des Minguettes contre le racisme.

Ghislaine GAUTHIER | fixe au 31 mars 1984. Et de

Réforme en douceur du statut des médecins hospitaliers

Le gouvernement vient de proposer un nouveau projet de statut aux médecins hospitaliers. On ne peut pas dire que, depuis le projet initial de Ralite, début 1982, les médecins aient manqué de propositions de la part du gouvernement, qui s'est fait de plus en plus accommodant.

Un des points centraux de la réforme, qui avait suscité des réactions violentes dans le monde médical, était la suppression du secteur privé dans les hôpitaux, ce secteur où les médecins soignent leur clientèle personnelle et qui leur permet d'augmenter leurs revenus de façon parfois très substantielle.

Cette suppression, compensée par des avantages sociaux (retraite...), devait commencer le 1er juillet 1982 pour s'achever le 31 décembre 1986. Les médecins devaient choisir entre d'une part l'abandon immédiat de ce secteur et le bénéfice des nouveaux avantages sociaux ou, d'autre part, la possibilité de continuer cette activité, avec un contrôle accru, jusqu'en 1986. La date limite fixée pour ce choix fut d'abord le 31 décembre 1982, puis le 31 décembre 1983. Le dernier projet la

report en report, cette remise en cause du secteur privé devient de plus en plus floue... et les compensations de plus en plus avantageuses.

Quant aux salaires et aux avantages sociaux, le gouvernement a, là aussi, fait tout son possible pour plaire aux médecins. Ils auront le droit de racheter des points pour revaloriser leur retraite comme ils le demandaient. Leurs salaires qui, selon le gouvernement, en juin dernier, n'étaient pas négociables, ont augmenté : un débutant en secteur hospitalier gagnera 152 000 F par an au lieu des 132 000 F initialement prévus. On revalorisera également les indemnités pour gardes et astreintes jusque-là peu rémunérées car considérées comme englobées dans le salaire.

Enfin, le gouvernement s'engage à créer une centaine de postes de professeurs agrégés, en surnombre, pour offrir des débouchés et une promotion aux chefs de clinique actuels!

En parlant des médecins, Mauroy parlait récemment de « ces gens intelligents qui n'ont pour but que de défendre des privilèges que nous ne pouvons accepter» Il a perdu une bonne occasion de se taire car le gouvernement vient de céder encore un peu plus aux revendications de ces privilégiés.

Ce n'est pas la première fois: en mai dernier, devant la grève des internes et des chefs de clinique, en désavouant d'ailleurs ses propres ministres Savary et Bérégovoy, Mauroy avait déjà cédé, esquissant dans les grandes lignes le projet actuel.

Cette fois-ci encore, le douvernement recuie, et on ne peut même pas dire devant la force mobilisée des privilégiés du monde hospitalier: leur dernière « mobilisation » au début décembre est passée quasiment inaperçue. Mais le gouvernement s'incline. Il s'en vante même, en précisant dans sa lettre envoyée à tous les médecins: « Vous pourrez constater les améliorations qui ont été apportées tant à votre protection sociale qu'à vos perspectives de carrière ». Mais comme la servilité ne paie pas, il est peu probable qu'il réussisse à amadouer ce bastion de réactionnaires que constitue le corps médical.

Sylvie MARECHAL

GRANDE-BRETAGNE

Après l'attentat de Londres: L'IRA paie le prix de sa politique nationaliste

L'attentat à la bombe qui a eu lieu le 17 décembre devant Harrod's, le grand magasin chic de Londres, aura fait 5 morts et 98 blessés. La bombe, qui était déposée dans une voiture garée le long du magasin, a explosé en début d'après-midi, à un moment où l'affluence était grande, surtout en cette période de fêtes.

L'explosion s'est produite au moment où un policier ouvrait la porte de la voiture piégée qu'il venait de forcer. Alors que deux coups de téléphone avaient averti la police de l'explosion imminente, précisant même le numéro d'immatriculation de la voiture piégée, aucune mesure d'évacuation des clients du magasin n'a été prise. Pire, les policiers n'ont même pas jugé bon d'éloigner les passants lorsqu'ils ont forcé la voiture qui leur avait été indiquée. Il semble donc que les autorités policières aient eu dans cette affaire une attitude pour le moins légère!

Quoi qu'il en soit, l'attentat, attribué à l'IRA (l'Armée Républicaine Irlandaise), a provoqué une tempête d'indignation contre les « bâtards de l'IRA », pour reprendre le titre à la Une d'un quotidien du soir à sensation et, dès le lendemain, la presse s'est fait l'écho de multiples prises de position en faveur du rétablissement de la peine de mort contre les terroristes. De son côté, le gouvernement Thatcher laissait entendre à la Chambre des communes qu'il envisageait d'interdire le Sinn Fein, l'aile politique légale de

l'IRA, à titre de rétorsion.

Pour sa part, l'IRA a publié le lendemain de l'attentat un communiqué embarrassé où, tout en reconnaissant que les auteurs en étaient des militants de l'IRA, les dirigeants républicains affirmaient ne pas en avoir pris l'initiative et en rejetaient le principe, comme étranger à leur politique.

Il est un fait que, depuis que l'IRA a repris ses opérations terroristes en Ángleterre en 1981, les objectifs visés ont toujours été des objectifs militaires. La seule exception étant une bombe déposée en octobre 1981 dans un « fast food » d'une rue commerçante de Londres, attribuée à l'IRA mais que celle-ci n'a jamais revendiquée.

Il est vrai également qu'au cours de ces derniers mois l'IRA a connu des conflits internes importants, provoqués autant par des désaccords politiques que par l'intensification de la répression en Irlande du Nord et l'usage systématique par les britanniques de « supergrass », c'est-à-dire de militants républicains « retournés », dans des procès à grand spectacle contre des militants actifs.

Sur le plan politique, ces

conflits internes se sont traduits dernièrement, lors du congrès annuel du Sinn Fein, par l'éviction de l'équipe dirigeante et son remplacement par une équipe plus jeune, qui manie volontiers un langage qui se veut « socialiste » et se déclare partisan de l'utilisation systématique des élections comme moyen d'agitation politique, contrairement à la tradition abstentionniste du mouvement républicain, que tentaient de maintenir tant bien que mal les dirigeants évincés.

Il est donc possible que cet attentat soit effectivement une initiative isolée de militants républicains en désaccord avec la ligne politique de l'IRA. Cela dit, quoi que puissent dire les dirigeants de l'IRA pour s'en démarquer, le gouvernement anglais a beau jeu de leur faire porter le chapeau aux yeux de son opinion publique. Peut-être même pourra-t-il en profiter pour légitimer auprès de l'opinion publique anglaise le renforcement en cours des forces britanniques en Irlande du Nord.

Car rien, dans la politique passée de l'IRA, ne permet à la population anglaise de la distinguer des auteurs de l'attentat aveugle de Harrod's. L'IRA n'a-t-elle pas elle-même revendiqué toute une série d'attentats sur le sol anglais au cours de ces dernières années ? N'a-t-elle pas ainsi contribué à créer une psychose de l'atten-



Le magasin Harrod's, à Londres, qui a servi de cible aux terroristes de l'IRA.

tat dans les grandes villes anglaises, que les autorités ont bien entendu soigneusement entretenue? Tout cela, l'Anglais de la rue n'est pas près de l'oublier, et il n'a aucune raison de mettre en doute la parole de Margaret Thatcher quand celle-ci accuse l'IRA d'être responsable des morts de Harrod's.

A l'heure actuelle, si l'on en croit les sondages, une majorité de la population anglaise serait favorable au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord. Ce courant d'opinion dans la population anglaise aurait pu permettre à l'IRA d'y susciter des sympathies et des appuis pour sa cause. Au lieu de cela, sa politique nationaliste, qui lui fait choisir d'apparaître comme une armée qui poursuit la guerre jusque sur le sol national de son adversaire, la rend vulnérable à bien des provocations et la condamne à l'isolement vis-à-vis de l'opinion populaire anglaise.

F.R

JAPON

Tanaka revient par les urnes

C'est sous une double pression, celle des six partis d'opposition réunis et celle de l'ex-Premier ministre Kakuéi Tanaka, actuellement député indépendant, que le Premier ministre Yasuhiro Nakasone a dû dissoudre la Diète fin novembre dernier et procéder à des élections le 18 décembre.

mois déjà de participer aux travaux parlementaires tant qu'une résolution demandant l'expulsion pour corruption de Tanaka n'aurait pas été mise aux voix. Tanaka, déjà obligé de démissionner de ses fonctions de Premier ministre en 1974 à cause des scandales dits des « pots de vin » de la Lockheed, fut inculpé pour corruption en 1977 et chassé du Parti Libéral Démocrate (parti de la majorité gouvernementale) et il vient d'être condamné le 13 octobre à quatre ans de prison. Connu sous le surnom de « Shogun de l'ombre » (général de l'ombre), il est le symbole même du politicien arriviste pour qui tous les moyens sont bons. Il était favorable à ces élections, car il y voyait un moyen de se faire donner par

Les partis d'opposition refusaient depuis presque deux mois déjà de participer aux travaux parlementaires tant qu'une résolution demandant l'expulsion pour corruption de ses électeurs une sorte « d'absolution », de façon à couper l'herbe sous les pieds de l'opposition qui faisait campagne contre lui, contre sa « politique de l'argent ».

Les résultats de ces élections marquent une progression de l'opposition. Le Parti Socialiste Japonais gagne 12 sièges, passant de 101 à 113. Le Parti Démocrate Socialiste progresse de 8 sièges (de 31 à 39). Le Komeito (parti d'obédience boudhiste) gagne 24 sièges, passant de 34 à 59. Tandis que le parti conservateur, le Parti Libéral Démocrate (auquel appartenait Tanaka) perd 36 sièges, passant de 286 à 250, avant que 8 élus indépendants viennent grossir un peu ses rangs!

Si le parti de Tanaka, le Parti Libéral Démocrate, perd donc des sièges, Tanaka, lui, sort



renforcé de ces élections. Les contrats et subventions qu'il a distribués en échange de votes en sa faveur dans sa circonscription lui ont permis de faire dans sa circonscription un score sans précédent, plus de 200 000 voix, 100 000 de plus qu'aux dernières élections. Le comble, c'est que ce score lui

permet de renforcer son influence sur le Parti Libéral Démocrate dont il a été formellement chassé, puisque ce dernier a eu besoin, pour être majoritaire, qu'un certain nombre de députés indépendants se rallient à lui, députés indépendants en fait très dépendants de Tanaka. Les Japonais

les appellent les Kakure Tanaka, c'est-à-dire les « fidèles de Tanaka ». Ainsi Tanaka sort victorieux d'élections faites pour essayer de l'évincer, et la corruption dans les sphères de l'Etat obtient droit de cité.

Un supporter de la campagne de Tanaka, le ministre de la Justice, a d'ailleurs expliqué tout de go aux électeurs : « Demander à un homme politique d'être honnête, c'est comme demander du poisson chez le marchand de légumes ».

Voilà au moins des politiciens qui n'essaient pas de tromper sur la marchandise, au point de faire de leur propre corruption un programme.

Quant aux électeurs de l'opposition qui ont progressé en voix, vu la corruption qu'ils croyaient dénoncer, ils doivent se dire qu'ils auraient mieux fait de mettre le feu aux urnes. Et s'il y a quelque chose de pourri dans l'Etat du Japon, ce n'est apparemment pas au moyen de bulletins de vote qu'on pourra l'assainir!

Ghislaine GAUTHIER

LES TRAVAILLEURS EN BUTTE AUX LICEN

MASSEY-FERGUSON (Marquettelès-Lille)

La lutte contre les licenciements continue

Depuis l'annonce, le 30 juin 1983, par la direction Massey-Ferguson France, de 595 licenciements à l'usine de Marquettelès-Lille, de nombreuses grèves, des débrayages et manifestations ont été organisés par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO.

Fin septembre déjà, des militants CGT et CFDT décrétaient le blocage des portes. Une centaine de travailleurs participaient au piquet de grève, mais la grande majorité des deux mille personnes que compte l'usine restaient chez eux.

L'occupation allait durer deux semaines et un protocole d'accord finit par être signé par les syndicats et la direction.

D'après cet accord, le dossier des licenciements ne serait déposé à l'inspection du travail que le 31 décembre 1983, au lieu du 13 octobre initialement prévu. Des négociations devaient s'engager sur les mesures sociales prévues et surtout sur des solutions industrielles (revendication de la CGT, qui pense que l'usine pourrait être rentable, avec des investissements, une meilleure gestion et le retour à Massey des sous-traitances).

Ces négociations ont eu lieu... mais elles n'ont abouti à rien, la direction restant sur ses positions. Le jeudi 20 octobre, les syndicats CGT et CFDT décident à nouveau le blocage des portes.

Cette journée d'occupation, très peu suivie, est un échec. La direction en profite pour faire signer une pétition sur la « liberté du travail » — le comble, pour des patrons qui jettent à la rue plus du quart des salariés — par plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux OS, certains futurs licenciés! Les responsables syndicaux lèvent le siège. Mais, dans certains ateliers, on sent une hostilité grandissante à l'égard des syndicats, de la part des travailleurs démoralisés... ou des non-licenciés qui aimeraient bien conserver leur place.

Cependant, dans le courant du mois de novembre, l'intersyndicale organise des opérations « coup de poing » avec pneus brûlés et barrages dans les rues de Lille, regroupant des travailleurs.

Coup de théâtre, vendredi 2 décembre, jour de la Saint-Eloi, fête traditionnelle des métallurgistes, nous apprenons le soir à la télévision que la direction a déposé le dossier des licenciements, avant la date prévue, en accusant les syndicats d'avoir rompu le protocole, car ils n'auraient pas respecté la clause sur « la reprise normale des activi-

tés de l'usine ».

Le 6 décembre, plus de trois cents ouvriers se rendent à l'inspection du travail et une trentaine d'entre eux bousculent le cordon policier pour obtenir la liste.

A partir de ce jour, les responsables CGT et CFDT vont s'appuyer sur une minorité combative pour mener des actions dures. Des cadres sont séquestrés par une centaine d'ouvriers, après que les délégués CGT et CFDT ont fait le tour des ateliers pour demander à tout le monde de sortir de l'usine. De même, le 12 décembre, c'est avec des « Allez, tout le monde dehors » que les délégués vident les ateliers, avec l'aide bien involontaire des cadres qui craignent des affrontements et craignent pour eux-mêmes!

Depuis ce jour, l'usine est à nouveau occupée par 80 à 120 ouvriers, alors que la grande majorité des travailleurs restent chez eux. Quant à la direction, elle recrute autour de 350 personnes — cadres, employés et quelques ouvriers — pour réclamer, sans beaucoup de détermination, la fameuse « liberté du travail ».

Le jour suivant, les grévistes vont conduire des moissonneusesbatteuses dans les rues avoisinantes et déverser des sacs, des bacs de ferraille, transformant ainsi



l'usine en « Fort-Alamo », comme l'a surnommée un responsable CGT.

Parmi les ouvriers en lutte, il y a une certaine amertume à l'égard des travailleurs qui ne viennent pas défendre leur emploi. Mais les critiques sont aussi de plus en plus ouvertes, y compris parmi les militants CGT et CFDT, contre le gouvernement, les ministères qui « se foutent de nous ». On en a vraiment assez des discours sur la « crise mondiale et l'intérêt national » et de Fabius qui déclare que les licenciements sont inévitables.

Bien sûr, les élus de gauche locaux apportent leur soutien — purement verbal — aux travailleurs de Massey en lutte, mais cela ne suffit pas à redorer le blason du gouvernement et du Parti Socialiste.

Pour bien manifester leur ras-lebol, vendredi 16 décembre, 80 ouvriers occupent la mairie de Lille, pendant plusieurs heures, alors que les policiers bloquent les entrées. Suite à cela, un rendez-vous est obtenu avec un

VIERZON

Les entreprises ferment et restructur les travailleurs paient la note



L'entreprise UNELEC occupée à Vierzon.

(Photo LO)

Depuis le début de l'automne, les licenciements se sont multipliés dans la ville de Vierzon. Des petites entreprises de confection, de métallurgie, de porcelaine, qui faisaient l'essentiel des activités de la ville, déposent le bilan ou réduisent leur personnel. Petits industriels et petits patrons qui, dans les années précédentes, avaient « tenté leur chance » soit sont maintenant en mauvaise posture, soit cessent leurs activités. Des entreprises plus importantes, comme partout ailleurs, réorganisent en licenciant des travailleurs, à commencer par les plus combatifs.

Les mois d'octobre et novembre ont été marqués par le dépôt de bilan d'une petite entreprise de métallurgie de la zone industrielle, avec 80 suppressions d'emplois, et par le licenciement de 80 ouvriers sur 300 dans la plus grosse usine de porcelaine. Peu après, une petite confection licenciait 40 ouvrières, soit la moitié de l'effectif.

200 suppressions d'emplois dans une ville de 35 000 habitants

qui comptait déjà 2 500 chômeurs, cela faisait beaucoup.

Mais début décembre, ce fut encore plus catastrophique. La presse locale titra même: « Décembre noir » à la rubrique « Vierzon ».

En effet, début décembre, les travailleurs de la ville apprenaient la même semaine le dépôt de bilan d'un garage avec 30 licenciements, d'une confection avec 30 licenciements, la possible liquidation d'une usine de métallurgie de 200 personnes et des licenciements dans des entreprises moyennes, avec notamment la mise en chômage de 47 travailleurs à l'usine LFM-UNELEC, petite entreprise mais connue pour la combativité des ouvriers d'atelier.

En plus, au même moment, un village qui touche Vierzon et dans lequel vivent de nombreux travailleurs de la ville connaissait des difficultés avec l'annonce de 37 licenciements dans une confection et de 64 licenciements dans une usine de porcelaine.

Face à ces licenciements en

CIEMENTS



membre du cabinet Mauroy à Matignon, mercredi 21, mais personne ne se fait d'illusions sur le résultat de cette entrevue.

Pendant que Mauroy déclare que « les travailleurs ont leurs amis au gouvernement », dans la nuit du vendredi à samedi, 150 de ces « amis » sont venus nous rendre visite: 150- gardes mobiles sont venus dégager la rue et les alentours de l'usine de tous les matériels qui les barraient.

Depuis, quatre cars de CRS stationnent dans la commune de Marquette, à proximité de l'usine. Mais l'occupation continue.

Beaucoup de travailleurs, licenciés et non licenciés, qui restent chez eux, ne croient pas beaucoup dans le succès de la lutte.

Eh bien non, la logique des patrons et du gouvernement, qui veut faire payer la crise aux travailleurs, pourrait être battue en brê-

Rien que dans la région, plusieurs dizaines d'entreprises procèdent actuellement à des licenciements importants. Plusieurs

ent,

série, rien n'a été organisé sur Vierzon, aucune tentative pour que se retrouvent les licenciés. Les unions locales des syndicats ont fait jusqu'à présent le mort. La seule réaction est venue des travailleurs de LFM-UNELEC.

Les 47 travailleurs mis en chômage prolongé ont été en effet soigneusement choisis parmi les travailleurs les plus combatifs de l'usine, de façon à étouffer toute expression syndicale et politique dans l'usine et à décourager toute riposte pour les prochains mauvais coups.

Et à l'annonce de la prolongation du chômage pour les 47, une annonce qui signifiait en fait la mise hors de l'usine, un groupe a pris l'initiative de l'occupation de l'usine avec fermeture des grilles. L'occupation a duré du 2 au 7 décembre. Mais la majorité des travailleurs n'ont pas rejoint les grévistes, qui ont fini par ouvrir les portes.

Lors de cette action, le seul soutien reçu, en dehors des belles paroles, fut quelques repas de la municipalité. Mais aucun appel ne d'entre elles sont occupées. Et des milliers de travailleurs se sentiraient plus forts en regroupant leurs luttes, au niveau régional comme au niveau national.

Mais l'attitude des syndicats, qui n'hésitent pas à organiser des actions plus ou moins spectaculaires, ne contribue pas à sortir de leur isolement les travailleurs en butte aux licenciements. Dans chaque usine, une minorité de travailleurs doivent affronter leur direction sans concertation avec ceux des autres usines, pendant que le reste des travailleurs se démoralisent.

Aux dernières nouvelles, après l'entrevue des délégués CGT-CFDT-FO de Massey Ferguson, du chargé de mission du cabinet de Mauroy et des représentants du ministère de l'Industrie, le gouvernement entérine les licenciements annoncés, la procédure suivra son cours. Pour ces hauts fonctionnaires, il ne faudrait pas se plaindre, c'est initialement toute l'usine qui aurait dû disparaître. Et ils proposent de discuter d'un plan social...

Les trois syndicats refusent d'accepter un quelconque plan de licenciement. Correspondant LO

La hausse du chômage

256 suppressions d'emplois pour le groupe Fenwick, 230 chez Kléber à La Chapelle, le nombre de chômeurs dans l'Aube va encore augmenter.

Elle est finie, la période électorale des municipales de cette année, où les candidats de la majorité de gauche se félicitaient de la « légère diminution du chômage dans l'Aube ». A cette époque, le nombre de chômeurs était passé en dessous de la barre des 10 000. (...) Aujourd'hui, on est bien au-dessus!

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Sécurité sociale de Troyes.

fut lancé par les syndicats ou les partis de gauche aux autres travailleurs, même à ceux qui étaient touchés au même moment.

Le maire communiste, qui se veut un gestionnaire au service de tous, a bien fait une déclaration solennelle: « Nous tenons à des entreprises solides et saines, publiques comme privées. (...) Il faut travailler pas à pas, créneau par créneau, avec opiniâtreté ». Un adjoint au maire, responsable du Parti Communiste, a cru bon d'ajouter dans la presse: « Nous voulons que les entreprises soient solides et saines. Qu'elles fassent du profit nous paraît normal ».

Quant au député socialiste, comme d'habitude, il a brillé... par son absence!

On les voit à l'œuvre, les représentants des travailleurs!

Il reste que les mesures de licenciement se répandent de plus en plus dans la région, jusqu'au jour où un coup de colère comme celui des ouvriers de la LFM-UNELEC mettra le feu aux poudres. Et là, on verra les patrons moins arrogants et plus prudents.

Correspondant LO

Ils ont beau truquer les chiffres, ça ne les empêche plus de grimper

Les chiffres officiels du chômage pour le mois de novembre viennent d'être publiés. Après avoir stagné pendant un an aux alentours de 2 millions, le nombre des chômeurs recensés a brusquement grimpé ce mois-ci, accusant une augmentation de 3,1 % en un mois, en données corrigées des variations saisonnières.

En même temps, on apprend qu'il y a eu 31 000 licenciements économiques en octobre, contre 20 000 par mois en moyenne l'an dernier. Toujours au mois d'octobre, le nombre de travailleurs touchés par des mesures de chômage partiel a augmenté d'un tiers par rapport à octobre 1982, pour atteindre 223 800. La durée moyenne d'inscription à l'ANPE a augmenté pour atteindre 284 jours, tandis que le nombre des chômeurs touchant les allocations de fin de droit, qui précèdent la suppression pure et simple des indemnités, a augmenté de 28,5 % par rapport à l'an dernier. Face à ces chiffres en hausse, les offres d'emploi ont, elles, au contraire diminué de 35 % par rapport à l'an dernier.

Bref, ces statistiques indiquent toutes, sans erreur possible, une aggravation du chômage pour aujourd'hui et sans doute également pour demain.

Mais s'agit-il d'un phénomène si nouveau? Au niveau des chiffres officiels, sans doute. Le gouvernement ne se vantait-il pas volontiers, depuis un an, d'avoir réussi à enrayer la hausse du chômage?

Cependant, derrière ces chiffres optimistes, la réalité était déjà tout autre.

C'est ainsi, par exemple, que les mesures de pré-retraite ont retiré du circuit des dizaines de milliers de travailleurs, dont une partie se seraient sans doute retrouvés au chômage tôt ou tard, et dont une autre partie ont été remplacés par de nouveaux embauchés

Par ailleurs, les mesures dites de « peignage » des listes de l'ANPE ont permis au gouvernement d'en éliminer quelques dizaines de milliers de chômeurs âgés ou qui n'avaient pas eu d'emploi depuis très longtemps.

Enfin, le seul jeu des stages de formation, dont les bénéficiaires dispa-

• Si les statistiques officielles annoncent une baisse, qu'est-ce que cela va être!

Dans un bilan annuel, l'Institut national de la statistique (INSEE) admet qu'il y a bien eu en 1983 une réduction du pouvoir d'achat des ménages et un freinage de la progression des dépenses publiques.

Le revenu disponible des ménages devrait connaître une baisse d'au moins 1 % au premier semestre de 1984 (il avait déjà baissé de 0,5 % en 1983). Autrement dit, ce que l'on a déjà perdu devrait doubler dans les six mois à venir. Et il ne s'agit là que de moyenne. Car tous les salaires n'ont pas augmenté de 9,4 % dans l'année écoulée, comme le prétend l'INSEE, et la hausse des prix a été dans la réalité supérieure à l'indice officiel de 9,4 %.

Il n'empêche que, truqués ou pas, pour la première fois les chiffres indiquent une baisse du pouvoir d'achat de la population laborieuse. Et s'il n'était pas nécessaire d'attendre ces chiffres pour s'apercevoir de la chute, qu'est-ce que ça va être, maintenant qu'ils le disent!

raissaient temporairement des listes de l'ANPE, a diminué d'autant les chiffres officiels. Ce qui explique que, si les chiffres

Ce qui explique que, si les chiffres officiels ne montraient pas une augmentation du nombre des chômeurs, le nombre des travailleurs actifs recensés, lui, diminuait. A cet égard, les chiffres de l'INSEE sont d'ailleurs éloquents puisqu'ils indiquent que, de la mi-1982 à la mi-1983, 185 000 emplois ont disparu dans l'industrie.

Mais aujourd'hui, l'effet initial de ces mesures commence à faire long feu et elles ne suffisent plus à compenser le nombre de travailleurs qui perdent leur emploi. D'où l'augmentation soudaine des chiffres officiels.

Les prévisions de l'INSEE pour l'avenir indiquent que cette tendance va aller en s'aggravant, puisqu'elles annoncent 200 000 suppressions d'emploi pour la période allant de la mi-1983 à la mi-1984. Et il suffit de regarder les projets des grandes entreprises pour arriver à la conclusion que ces prévisions risquent fort d'être encore en dessous de la réalité.

Ainsi Usinor et Sacilor annoncent-ils 12 000 suppressions d'emploi ; 6 000 à 8 000 pour les Charbonnages de France (20 000 d'ici 1988), 10 000 dans l'industrie ferroviaire, 15 000 dans l'industrie de l'ameublement, 7 000 chez Thomson et Alcatel. Pour le seul secteur du bâtiment et des travaux publics, on parlerait de 100 000 suppressions d'emploi en 1984.

Depuis qu'ils sont au gouvernement, Mitterrand et les partis de gauche n'ont cessé de justifier les mesures d'austérité qu'ils prenaient sur le dos de la classe ouvrière par les impératifs et les priorités de la lutte pour l'emploi. Ils ont beau truquer les chiffres et mentir comme leurs prédécesseurs, aujourd'hui on peut en mesurer les résultats!

Bertrand GORDES

Style beaux quartiers

Il y a chômeur et chômeur. Voici un extrait d'un poème paru dans Le Monde à la rubrique « demandes d'emplois », passé par un chômeur qui avait les moyens de payer pour sa propre publicité.

« Si yous ne savez plus où donner de la tête, Si le succès sur vous pèse trop lourd, en somme, Ou, mieux, si vous sentez qu'approche la tempête, Gardez votre sang-froid! Voilà: je suis votre homme! (...) J'ai pointé des bilans, ranimé des Negocie des contrats superpement rentables. (...) Industriel, croisé de la compétition! Mais aussi — pourquoi pas? financier! éditeur! Publicitaire ! (Assez, j'en passe, et des meilleurs), Proposez-moi, tout net, une situation Qui fasse résonner les cordes de nos lyres Et pleuvoir les écus dans votre

Ah que gracieusement ces choses-là sont dites.
Pour trouver un emploi, il suffit d'une brique,
A caser en annonce dans les colonnes du Monde,
Et dès le lendemain, voyez, les offres tombent.
Mais aux Champs-Elysées, notre homme est établi.
Fi, de tous ces chômeurs sur les quais de Poissy!

P.M.

Grève à la SPST

(Sécurité-Protection-Surveillance-Transports-région parisienne)

Depuis le mardi 13 décembre, les 453 travailleurs des quatre Centres de la société SPST (entreprise de transports de fonds), Montreuil, Saint-Ouen, Massy, Chanteloup, sont en grève illimitée avec occupation des locaux.

Il faut préciser que, depuis plusieurs années, la direction repoussait toute revendication prétextant que l'entreprise serait en déficit, alors que dans le même temps la société créait trois centres en région parisienne (Massy, Chanteloup et Saint-Ouen) et achetait plusieurs dizaines de fourgons blindés à 370 000 F l'unité.

Actuellement, un convoyeur polyvalent (convoyeur et conducteur) gagne 6.600 F brut pour 41 heures hebdomadaires et un convoyeur 5.200 F brut pour 39 heures.

Or, le lundi 12 décembre, la direction au cours de négociations annonçait aux délégués syndicaux ses propositions:

- une prime de fin d'année de

500 F, alors qu'elle était de 1.500 F en 1982;

DANS

- 4,25 % d'augmentation pour

- et surtout 34 licenciements, essentiellement au centre de Montreuil.

Ces licenciements, décidés peu de temps après une grève d'une semaine des employés du Coffre, ont été ressentis par les travailleurs comme une vengeance de la direction.

LES ENTREPRISES

Face à ces propositions inacceptables, une assemblée générale s'est tenue dans chaque centre à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC. Par un vote à bulletin secret, 87 % des salariés se prononçaient pour la grève avec occupation contre les licenciements, pour une prime de 2.000 F, un rattrapage de 1,1 % pour 1983, 5,80 % pour 1984 et le treizième mois.

En occupant les locaux, les travailleurs bloquent les bandes d'ordinateur que leur confient les banques, des clefs nécessaires à l'ouverture des coffres de certaines grandes surfaces et les fonds ramassés les jours précédant la grève.

A partir du jeudi 15, la direction, refusant toute négociation, n'a plus donné signe de vie. En fait, elle essaye de démoraliser les grévistes.

Elle a introduit une action devant le tribunal de grande instance, qui a ordonné l'expulsion des grévistes par la force publique. Mais c'est plus facile à décider qu'à faire exécuter. Car, évidemment, les locaux d'une société de transports de fonds, qui dispose de sommes d'argent importantes, sont particulièrement protégés : grilles, sas blindés, etc.

ON OCCUPE, ON A DES SANDWICHES,

UNE POSITION EN OR, ALORS, ON

EVACUERA QUAND VOUS

ANNULEREZ LES

licenciements

De plus, la direction a tenté de faire effectuer le travail du centre de Chanteloup par une filiale, la STS Normandie. En vain, car les travailleurs de cette filiale ont refusé de jouer les briseurs de grève.

Pour l'instant, les manœuvres de la direction ont donc échoué.

Et lundi 19, 40 grévistes, car il faut que d'autres restent sur place, sont allés manifester au ministère des Transports où ils étaient soutenus par une vingtaine de salariés d'une autre société de transports de fonds, ACDS, venus par solidarité.

ON PEUT LEUR

TAPER SUR LE

COFFRE, CHEF ?

Les grévistes rencontrent d'autres formes de solidarité. Ainsi, à Montreuil, la municipalité communiste fournit les repas.

Et puis la direction commence à avoir des problèmes avec ses clients. Notamment, plus d'une centaine de caisses primaires de la Sécurité sociale risquent de manquer d'argent, certaines grandes surfaces aussi, puisqu'elles ne peuvent ouvrir leurs coffres qu'en présence de salariés de la SPST.

Alors, les grévistes sont bien décidés à tenir.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE (Rouen)

Coup de colère au Standard-Courrier-Accueil

Depuis de nombreuses semaines, le mécontentement montait au Standard-Courrier-Accueil: augmentation du volume de travail, refus de congés, de pauses, remarques des chefs. A chaque réclamation le chef du personnel répondait : « Rattrapez le retard, après on

Et on a vu! L'ensemble du personnel a décidé de faire grève 24 heures reconductibles si rien ne changeait. Durant le préavis, les pressions de toutes sortes (direction, FO) s'exerçaient pour saper le moral: «Un simple malentendu » était le refrain.

Cela n'a pas empêché les agents de tenir bon et de se retrouver à 8 sur 9 en grève, le jeudi 15. Après avoir rédigé le cahier de revendications, tous

sont allés le discuter, avec la direction pendant près de deux heures. Chacun en a profité pour vider son sac sans épargner personne, chefs comme directeurs.

Toujours est-il que pratiquement toutes les revendications furent satisfaites et les réponses confirmées par écrit le lendemain (comme dit une gréviste : « Il y a tellement de différence entre ce que vous dites et ce que vous écrivez, qu'on préfère un papier »).

Dans la CRAM, tout le monde a suivi ce mouvement d'un bon œil. C'était le premier depuis longtemps et, de plus, contre une nouvelle direction qui n'hésite pas à s'en prendre aux avantages acquis.

Correspondant LO

ELECTIONS PROFESSIONNELLES A LA SNCF

A la SNCF Limoges, près de 50 % d'abstentions

Au moment de la constitution des listes de délégués du personnel pour les élections professionnelles de la SNCF, les dirigeants de la CGT ont refusé de représenter trois délégués connus comme militants de Lutte Ouvrière.

300 cheminots ont alors signé une pétition pour exiger que tous les trois soient représentés.

Malgré cela, les dirigeants locaux de la CGT n'ont pas fait marche

C'est pour cela que, dans un secteur, à l'Exploitation, un appel a été lancé pour voter blanc ou nul, ou bien encore à s'abstenir.

Et il s'en est fallu de très peu, de quatre voix exactement, pour qu'il y ait moins de 50 % d'exprimés, et pour qu'il y ait un deuxième tour, où ils auraient pu être candi-

En effet, sur 524 inscrits, il y a eu 129 abstentions et 130 bulletins nuls.

Et le dépouillement a été

on ne peut plus comique. Des enveloppes sortaient de véritables trésors : papier hygiénique, prospectus (« Bonus plus blanc »...), bulletins déchirés, raturés, annotés... On s'attendait à voir surgir un billet de banque à tout moment!

La moitié des cheminots de l'Exploitation ont donc montré qu'ils n'appréciaient pas du tout le diktat des responsables syndicaux.

Correspondant LO

CENTRE DE RECHERCHE DE RHÔNE-POULENC (Vitry)

La semaine de... 70 heures

Au Centre de Recherche de Rhône-Poulenc Vitry, une douzaine de travailleurs ont dû venir entre 60 et 70 heures sur 6 jours pendant un mois!

Là où ils travaillent, on teste sur des animaux des produits destinés à la pharmacie.

Dernièrement, la direction de ce service leur demandait de prévoir un essai qui les obligerait à être présents 10 heures le samedi et 10 heures le dimanche, et à faire des équipes dans la semaine.

Pour pouvoir faire cet essai dans des conditions acceptables, les travailleurs avaient proposé un système d'équipe basé sur le volontariat et permettant de ne faire que 5 heures le samedi ou le dimanche par équipe.

Mais leurs propositions n'ont même pas été étudiées par la direction, qui a décidé que cet essai se ferait dans les conditions qu'elle avait envisagées, elle!

La dernière semaine fut difficile à assumer et un coup de colère prit les travailleurs quand, à peine terminé cet essai-là, ils entendirent parler d'un autre essai du même genre qui devrait démarrer en

Il semble tout de même que la direction envisage de modifier en partie les conditions dans lesquelles le prochain essai va se dérouler. Mais cela dépendra de l'attitude des travailleurs. La direction démontre que, dans le bâtiment de Toxicologie, elle tient à rentabiliser au maximum les installations et à imposer aux travailleurs qu'ils adaptent leurs horaires et donc leur mode de vie en fonction des besoins. Dans cette affaire, elle passe allègrement par-dessus la loi.

En fait, comme tous les patrons, au nom de la concurrence, de la rentabilité, la direction de Rhône-Poulenc demande aux travailleurs d'accepter une dégradation de leurs conditions de travail.

Correspondant LO

Un travailleur élu malgré l'hostilité de certains dirigeants syndicaux

Au Poste MR (Matériel) de la Gare de l'Est et aux Ateliers de l'Entretien de l'Ourcq, le 15 décembre avaient lieu les élections professionnelles des délégués du personnel et des délégués au Comité d'entre-

Un camarade du poste MR de la Gare de l'Est avait été écarté des listes CGT à cause de ses idées révolutionnaires. Une pétition avait alors circulé au MR pour exiger que notre camarade soit sur les listes de délégués, pétition qui rassembla les signatures des quatre cinquièmes des cheminots du secteur. La CGT

refusa de se plier à la volonté des travailleurs. La CFDT, elle aussi, ne voulut pas tenir compte de la volonté des cheminots et proposa à notre camarade de se syndiquer, de faire ses preuves... Elle envisagerait peut-être de le mettre sur les listes dans deux ans.

Le seul syndicat qui accepta de présenter notre camarade fut FO. Au Matériel de la Gare de l'Est et à l'Entretien de l'Ourcq, qui votent ensemble, FO ne présentait pas jusque-là de candidats.

Deux travailleurs acceptèrent de se présenter sur les listes de délégués du personnel avec notre camarade. Une façon de montrer à la CGT, et aussi à la CFDT, qu'ils désapprouvaient leurs méthodes antidémocratiques et qu'ils étaient solidaires de lui.

Notre camarade a été élu avec 65 voix, soit 22,03 %. La CFDT n'a que 53 voix, soit 19,32 % et un siège. Quant à la CGT, elle a obtenu 173 voix, soit 58,64 % et quatre sièges. FO a également un suppléant élu.

Les cheminots qui ont soutenu notre camarade étaient satisfaits de voir élu le délégué qu'ils s'étaient

CRÉDIT LYONNAIS

Le matraquage pour les CODEVI

Durant ces derniers mois, le Crédit Lyonnais, comme toutes les autres banques, s'est lancé dans une campagne CODEVI (Compte de développement des entreprises).

Toutes les agences de banques ou les bureaux de poste présentaient à leur clientèle des publicités sur ce sujet et bien sûr, le Crédit Lyonnais n'a pas été en reste.

Mais ce qui a le plus frappé les clients, c'est l'acharnement que mettaient certains employés à placer ce compte. Et de fait, voilà ce que signifie pour les employés une campagne lorsqu'elle est décidée par la direction du Crédit Lyonnais:

Sur chaque compte ouvert, l'employé touche une commission qui est appelée « rètrocession » (un CODEVI ouvert rapporte 2 F alors qu'un compte-livret qui touche la même clientèle rapporte, lui, 10 F plus 2,50 F pour 10 000 F de placés). Mais de plus en plus d'employés sont hostiles au système des rétrocessions alors la direction a essayé autre chose.

Désormais des directeurs et certains responsables hiérarchiques zélés demandent chaque jour, voire plu-

sont les statistiques. Car en marge du concours organisé pour la clientèle, le Crédit Lyonnais organise également des concours internes: le meilleur placeur dans l'agence, la meilleure agence dans le groupe, le meilleur groupe dans la région, etc.

Les employés subissent une pression quotidienne pour les inciter à « matraquer » les clients comme ils disent eux-mêmes.

Dans leur course folle, des directeurs auraient été trop loin et ouvert des comptes CODEVI sans même informer les clients! Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que cela se pratique. Pour d'autres produits bancaires comme les comptes parrainés par exemple, beaucoup de clients avaient alors appris que leur compte était parrainé en voyant arriver la prime d'assurance au débit de leur compte.

En bref, si entrant dans votre agence, vous vous voyez placé ceci ou cela, si vous êtes « matraqué » en quelque sorte, si l'employé y met tant d'insistance, ce n'est pas simplement parce qu'il est payé pour, c'est aussi parce qu'il est luimême matraqué.



Nous ne sommes pas les hommes-sandwich des CODEVI

Mardi 14 décembre nous avons trouvé, en rentrant de la 1^{re} distribution, des ISA (imprimés sans adresse) sur nos positions de travail. Il s'agissait de papiers publicitaires pour le compte des CODEVI que l'administration espérait nous faire distribuer pendant notre tournée, en plus évidemment des lettres et du courrier ordinaire.

La réaction ne s'est pas fait attendre : nous avons pris tout le tas et nous l'avons déposé dans une corbeille.

Puis nous sommes montés voir le receveur qui lui n'a voulu prendre aucune décision. Ce n'était pas grave, la décision nous l'avions déjà prise en mettant tous ces imprimés au rebut

C'est dans tous les bureaux parisiens que l'administration a voulu faire effectuer cette distribution. Et face à cela la CGT, tout en affirmant son opposition parce qu'il s'agit de travail gratuit, répète quand même à qui veut l'entendre qu'elle est prête à négocier pour que ce soit une tâche effectuée par des volontaires payés en plus.

Eh bien à Paris 18, nous avons été nombreux à dire que, payés ou pas, il n'était pas question qu'on supporte ce travail supplémentaire. Nos sacoches sont déjà bien assez chargées comme cela. Et si l'administration tient tant que cela à faire distribuer ces prospectus, avec le chômage qu'il y a, ce ne sont pas les bras qui manquent.

DANS LES ENTREPRISES

COMPTEURS SCHLUMBERGER (Région parisienne)

Un boycott qui leur restera sur l'estomac

En juillet dernier le Comité inter-entreprises, à majorité CGT, a décidé de ne plus continuer à gérer le restaurant d'entreprise. Il faut dire que depuis des années celui-ci avait accumulé les déficits (plus de 100 millions anciens).

Alors la direction de Schlumberger a fait appel à une société de restauration, et depuis un mois c'est la Générale de restauration, anciennement Jacques Borel, qui nous mijote des petits plats et aussi des mauvais coups, comme celui de taxer de 5,20 F tout usager de la cantine, avant même de choisir son plat. Ces 5,20 F de droit d'admission ne sont pas du tout du goût de la grande majorité des usagers.

Dans un premier temps, une pétition fut signée par près de 650 personnes pour protester, puis l'idée d'un boycott fut rapidement envisagée. Les premières inscriptions pour ce boycott et la distribution de tickets pour un sandwich s'organisa dans les ateliers. Des tables d'inscriptions furent aussi installées à la sortie de la cantine où les syndicats apportèrent leur soutien.

La date du boycott est restée secrète jusqu'au mardi 20 décembre. Ce jour-là, toute l'usine fut avertie par affichettes, et aussi de bouche à oreille et par téléphone, cela seulement 45 minutes avant le premier service. Les sandwichs commandés étaient prêts.

Le responsable de la Générale de restauration fut lui, prévenu par voie d'affiches et de banderoles appelant au boycott sur les murs de la cantine. Il fut encore plus surpris quand il vit passer devant les caisses des dizaines de travailleurs munis d'un sandwich et s'installant à table.

Et si le repas était froid, l'ambiance, elle, était joyeuse, au point qu'un groupe de chefs passant les caisses sandwich en main, fut applaudi par les premiers arrivants.

Ce jour-là. la Générale de restauration a accusé la perte de 700 répas sur 1 000 servis d'habitude. Peut-être a-t-elle l'intention de continuer à taxer ses repas de 5,20 F malgré le succès du boycott? Mais cela lui a coûté cher puisqu'elle a dû jeter la nourriture nonconsommée, et ceci en présence du CHS, de façon à ce qu'elle ne soit pas resservie le lendemain. Et cela risque encore de lui occasionner quelques pertes financières tout simplement parce que ceux qui ont participé au boycott sont trop contents pour ne pas avoir envie de recommencer un aussi bon tour!

Correspondant LO

URSSAF MONTREUIL (Région parisienne)

Débrayage à l'appel des syndicats sur l'ensemble du centre

Mercredi dernier, les organisations syndicales ont appelé l'ensemble du personnel de l'URSSAF (Sécurité sociale) à débrayer 55 minutes pour protester contre le budget 1984 en matière de salaires et les mauvaises conditions de travail.

Nous nous sommes retrouvés à 500 en assemblée où, après les interventions syndicales, les administrateurs CGT, CFDT et CFTC se sont fait applaudir en affirmant qu'ils ne voteraient pas ce

budget.

Malgré le peu d'empressement des syndicats à lui donner le micro, une gréviste est intervenue pour insister sur les responsabilités du gouvernement, pour parler des salaires; du fameux effet report et de son effet négatif sur les rattrapages de salaire, et pour affirmer que pour faire céder le gouvernement et l'administration, il fallait se préparer à une grève sérieuse.

Et bien que certains syndica-

listes aient manifesté leur hostilité pendant qu'elle parlait, son intervention fut applaudie par toute une partie de l'assistance, ce qui n'avait pas été le cas ni du représentant CGT, ni de celui de la CFDT qui avaient pris la parole avant elle.

Les syndicats n'ont pas annoncé quelle suite ils donneraient à ce débrayage, mais ce qui est certain, c'est qu'à l'URSSAF Montreuil, le mécontentement demeure.

NORTON (La Courneuve)

La direction annonce 100 licenciements chez les employés, la maîtrise et les cadres

Après sa lettre au personnel dans laquelle elle pleure misère, la direction de Norton vient de convoquer un CE extraordinaire où elle a annoncé 100 licenciements pour dans six mois, sur les deux établissements de La Courneuve et de Conflans.

Seuls seraient touchés par cette mesure, les employés, la maîtrise et les cadres.

Le représentant CGC de La Courneuve n'a su que dire à la direction : « Mais qu'est-ce qu'on a fait ? », tant il a été surpris par cette décision.

Eh bien oui, les cadres et la maîtrise de Norton n'ont rien

fait pour mériter cela. Ils ont toujours servi fidèlement et pour certains avec zèle, les intérêts de la direction, mais cela ne les rend pas moins vulnérables aux décisions patronales, au contraire même. Plus ils sont dociles, et plus il est facile de les frapper.

Toutefois, rien n'est encore joué: durant les six mois qu'il leur reste, ils peuvent, s'ils le veulent organiser leur défense. Ils ne sont peut-être pas à la production, mais ils peuvent mettre des bâtons dans les roues de la direction, et perturber le fonctionnement de l'entreprise.

Quant aux ouvriers, certains ne sont pas spécialement réjouis de cette décision, car s'ils ne sont pas aujourd'hui directement menacés, ils sont conscients qu'on peut aussi s'en prendre à eux-mêmes.

Que ce soit sur les cadres, la maîtrise et les employés que tape la direction en décidant des licenciements, ou que ce soit sur les ouvriers en accroissant leur charge de travail, cela procède d'une même politique patronale: celle qui consiste en cette période de crise à maintenir ou accroître les profits de Norton sur le dos de tous les travailleurs.

Correspondant LO

LIVRE

La droite nostalgique

« Avant guerre »

de Jean-Marie Rouart

Dans son dernier roman qui lui a valu le prix Renaudot, Jean-Marie Rouart, éditorialiste au *Quoti*dien de Paris, a voulu répondre (ce qu'il dit lui-même) à la question « qu'aurais-je fait si j'avais eu 20 ans en 1933 » ?

Et tout le roman consiste à suivre les crises de conscience et les états d'âme de jeunes bourgeois de cette époque troublée pour qui, à l'en croire, il n'était pas si facile que cela de s'y retrouver.

On se retrouve au début du roman en 1933, au milieu d'une bande de jeunes intellectuels bourgeois, ambitieux, dont le plus à gauche est proche de la SFIO et les plus à droite ne tarderont pas flirter avec le PPF (Parti du Peuple Français créé en 1936) de Doriot — devenu fasciste —.

Tous ces jeunes gens sont nationalistes, conformistes, désœuvrés et assez repliés sur leurs préoccupations amoureuses. Ils ont beau se vouloir « modernes », ils digèrent fort mal certains chassés-croisés de partenaires au nom de la morale des familles, bien entendu!

Juin 1936 et les occupations d'usines sont escamotés, et l'on ne saura même pas trop les remous qu'elles ont dû susciter dans ce milieu très protégé. Tout au plus, pour certains, ont-elles mis « le populaire » à la mode et les ont-elles conduits à prendre le chemin... de Saint-Denis sous la forme d'adhésion au parti de « l'ouvrier » Doriot.

La défaite de 1940 et l'Occupation incitent ces beaux jeunes gens à choisir des camps.

Les prudents évitent néanmoins soigneusement de prendre position. Mais il y a ceux qui choisissent Vichy et ceux qui optent pour la Résistance.

Le préféré de Jean-Marie Rouart, c'est visiblement Pierre Lenhart, un double transparent de Pierre Pucheu, secrétaire d'Etat sous Pétain. L'angle d'approche adopté par Rouart fait la part trop belle — mais faut-il s'en étonner quand on lit ses écrits du Quotidien de Paris — à ce Pierre-là. Escamotées ses responsabilités dans les sections spéciales, ces tribunaux d'exception vichyssois qui ont requis contre les communistes et entraîné la mort, entre autres, du journaliste de L'Humanité, Lucien Sampaix; oubliés les fusillés de Châteaubriand, deux affaires dans lesquelles l'historien Alain Decaux estime la responsabilité de Pucheu engagée.

Rouart nous brosse donc le portrait plutôt attendri de cette sorte de victime de l'histoire. Trop rapide à s'engager aux côtés du maréchal et trop lent à rejoindre le général, Lenhart, finalement — en cela on veut bien croire l'auteur — peut-être pas plus crapuleux que bien d'autres, sera exécuté à Alger après un procès bâclé. En oui, une époque compliquée pour les professionnels de la politique. Vichy-Londres, Pétain-De Gaulle, ce n'était que deux manières possibles de servir la bourgeoisie française pourtant. Alors, pourquoi s'est-on acharné à faire mordre la poussière à certains? C'est ce que Rouart, dans ce roman rétro nostalgique du bon vieux temps de la droite et de l'extrême-droite, ne parvient pas à digérer. Laissons-le à ses rancœurs.

Jacques FONTENOY

Avant-guerre de J.-M. Rouart. Ed. Grasset. 324 pages. 75 F.

Sélection télévision

Samedi 24 décembre

23 h 30. FR3. Hollywood... Hollywood. Un excellent film de montage sur les meilleures comédies musicales américaines de la Métro Goldwyn Mayer. Avec entre autres à l'affiche: Judy Garland, Fred Astaire, Gene Kelly, Eleanor Powell.

Dimanche 25 décembre

17 h 45. TF1. Les jeux du dollar. Un reportage de Roland Passevant (qui fut reporter sportif à L'Humanité) sur Los Angeles à huit mois de l'ouverture des jeux olympiques: l'envers du décor d'une ville où des milliards sont engloutis pour les festivités sportives de juillet 1984 alors que la majorité de la population, mexicains, noirs ou orientaux, vit dans la pauvreté.

18 h 45. TF1. Les animaux du monde. Un lord anglais s'achète une superbe propriété qu'il peuple d'animaux sauvages.

20 h 35. TF1. La boum. Un film de Claude Pinoteau avec Claude Brasseur, Brigitte Fossey et Sophie Marceau. Une comédie familiale très aseptisée.

20 h 35. A2. Hommage à la Callas. Une émission d'Eve Ruggieri consacrée à la cantatrice. Les quatre plus grands opéras du monde (Milan, Londres, Chicago, Paris) sont mis à contribution. Avec des extraits de La Traviata de Verdi, de Roméo et Juliette de Gounod, de La Walkyrie de Wagner, de La damnation de Faust de Berlioz.

22 h 25. TF1. Ciné Fêtes. Une émission de Frédéric Mitterrand avec entre autres des extraits de Les hommes préfèrent les blondes, Carmen's Jones, Les joyeux garçons, etc.



23 h 35. FR3. Cinéma de minuit: cycle Henri King. Echec à Borgia avec Tyrone Power et Orson Welles. Un drame historique se déroulant au cœur de la Renaissance italienne. César Borgia rêve de mettre l'Italie entière sous sa coupe.

Lundi 26 décembre

20 h 35. TF1. Voyage au centre de la terre. Un film fantastique de Henri Levin d'après le roman de Jules Verne.

20 h 35. A2. Soirée Peter Brook: La tragédie de Carmen, un film de Peter Brook d'après l'œuvre de Prosper Mérimée et Georges Bizet. Suivi par Les secrets de Carmen: une équipe de télévision anglaise surprend Peter Brook en train de diriger ses comédiens.

20 h 35. FR3. La gifle. Un film de Claude Pinoteau avec Lino Ventura, Isabelle Adjani et Annie Girardot. Une comédie de mœurs. Un professeur de géographie quinquagénaire s'affronte à sa fille qui veut arrêter ses études pour vivre avec son ami.

22 h 45. TF1. Primavera. Un spectacle chorégraphique du Ballet du Rhin.

Mardi 27 décembre

FR3. Les 20 h 35. cinquante-cinq jours de Pékin. Un film de Nicolas Ray avec David Niven, Charlton Heston et Ava Gardner. En 1900 les Boxers menacent les légations étrangères à Pékin et notamment la petite colonie américaine. Un film à grand spectacle et à gros budget qui ne traite que d'une façon superficielle le contexte politique.

20 h 40. A2. La ruée vers l'or. Un des chefs-d'œuvre de Chaplin. A ne pas manquer.

21 h 45. TF1. Ludwig ou le crépuscule des dieux (3° épisode). Un film en cinq épisodes de Luchino Visconti avec Elmut Berger et Romy Schneider. Ludwig, le jeune roi de Bavière, après avoir apporté sa protection à Richard Wagner, se voit contraint de l'expulser.

Mercredi 28 décembre

20 h 35. A2. L'étrange château du docteur. Un téléfilm de Jean-Daniel Verhaeghe tiré du roman fantastique de Maurice Repard.

22 h 10. TF1. Ludwig ou le crépuscule des dieux (4° épisode). Les amours trou-



bles du jeune roi de Bavière le conduisent à une semi-réclusion.

Jeudi 29 décembre

20 h 35. TF1. Vagabondages, une émission de Roger Gicquel consacrée à la musique tzigane.

20 h 35. A2. Marco Polo, un feuilleton de Giuliano Montaldo. 3º épisode: le pape Grégoire X confie à Marco Polo un message pour le grand Khan, Kubilaï.

22 h 10. TF1. Ludwig ou le crépuscule des dieux. Cinquième et dernier épisode. La chute et l'arrestation du jeune roi de Bavière.

22 h 40. A2. Oleg Popov: profession clown. Une émission consacrée au grand clown soviétique.

Vendredi 30 décembre

21 h 35. A2. Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot est placée ce jour-là sous le signe de la bonne humeur. Avec entre autres comme participants: Gérard Charbit (Mots de tête), Pierre Desproges (Vivons heureux en attendant la mort), Jean-Paul Lacroix (H comme humour), Pierre Roux (Conte pour un caganis), Jean-Michel Royer (le roy François), Dr Henri Rubinstein (Psychosomatique du rire).

23 h. A2. Ciné Club: cycle Raimu. Monsieur la souris, un film de Georges Lacombe. Un clochard surnommé Monsieur la souris mène l'enquête sur la disparition d'un cadavre.



Histoire

• SOLIMAN LE MAGNIFIQUE. d'André Clot (biographie).

Le règne du sultan Soliman le Magnifique de 1520 à 1566. André Clot se propose de faire connaître l'empire ottoman et d'expliquer les causes de sa puissance. Tableau de la société turque du XVIe siècle du plus humble au plus puissant. Ed. Fayard. 89 F.

• LES AVENTURES DE HADJI D'ISPAHAN.

de James Morier (roman).

Dans une Perse qui sort à peine du Moyen Age à l'époque de Napoléon ler, ce roman retrace l'histoire d'un très pieux personnage qui utilise toutes les filouteries pour atteindre un poste envié dans l'entourage du chah. Ed. Phébus. 96 F.

• LE JOURNAL DE HARVEY.

de Jean Hamburger (roman).

Le journal intime imaginaire du grand médecin anglais qui découvrit la circulation sanguine. Un voyage à travers la révolution anglaise, l'Europe du XVIIe siècle et ses savants. Ed. Flammarion. 85 F.

• JEAN MESLIER L'ENRAGE.

de Marc Bredel (biographie).

De simple curé de campagne, Jean Meslier devint un révolutionnaire. Cela se passe sous Louis XIV. Il condamna la religion qui contribuait à maintenir les injustices. Il condamna les puissants, cruels et tyrans et tous les parasites. Il critiqua la justice et l'administration, proposa l'abolition de la propriété privée et se prononça pour la communauté des biens et l'union libre. Il appela les pauvres paysans à l'insurrection. Un trajet pas banal!

MARIA VANDAMME.

de Jacques Duquesne (roman).

Ed. Balland. 89 F.

A travers la vie d'une jeune ouvrière qui devient bonne, un voyage passionnant à travers la France du Second Empire en pleine revolution industrielle. On y voit la rapacité des bourgeois, et les révoltes ouvrières. Ed. Grasset, 79 F

• L'ENFANT PAIN.

d'Augustin Gomez-Arcos (roman).

La vie d'un village andalou au lendemain de la victoire franquiste, vue par les yeux d'un enfant. Ed. Seuil. 69 F.

MON ENFANCE EN ALLEMA-GNE NAZIE.

La vie d'une petite fille berlinoise, de la promulgation des lois racistes contre les Juifs à l'arrivée des troupes russes en 1945. Un récit qui en dit long sur ce qu'a été la vie de la population allemande et le prix exorbitant dont elle a payé la venue de Hitler au pouvoir.

Ed. L'Ecole des Loisirs.

L'OCCUPATION FRANÇAISE EN ALLEMAGNE 1945-1949.

Après les pillages des premiers temps succèdent les razzias officielles des appareils administratifs

Ed. Balland. 89 F.

Amérique latine et centrale

• UN ROMAN : SUOR.

de Jorge Amado.

Misère et solidarité des habitants d'une bâtisse de Bahia, au Brésil, en 1934. Ed. Temps Actuels. 60 F.

• UNE BIOGRAPHIE: LES CAVALIERS DE LA COLERE

Une biographie romancée de Pancho Villa, dans la révolution mexicaine de 1910-1914. Ed. Stock. 89 F.

• UN REPORTAGE : HAITI, LA RÉPUBLIQUE DES MORTS-VIVANTS.

de J. Pradel et J.-Y. Casgha.

A travers une enquête sur les « zombies », ces morts-vivants du culte vaudou, une dénonciation de la dictature des Duvalier en Haïti. Ed. Rocher. 54 F.

Chine

• LA CHINE.

de Fox Butterfield.

Ecrit par un journaliste américain qui a séjourné à Pékin de 1978 à 1980 en tant que correspondant du New York Times.

Intéressant par les multiples informations qu'il donne sur la Chine d'aujourd'hui. Mais les conclusions qu'il tire sur la supériorité du système capitaliste sur le « communisme » chinois, sans tenir compte du dénuement du pays au moment de la révolution de 1949 et des progrès réalisés depuis, en font un livre profondément anticommuniste et pro-occidental.

Ed. Presses de la Cité. 90 F.

Israel

• LES VOIX D'ISRAEL.

de Amoz Oz.

A travers une série d'interviews, l'auteur nous fait saisir quelques multiples aspects des courants d'opinion en Israël. Ed. Calman-Lévy. 69 F.

Histoire du mouvement révolutionnaire

COMBAT POUR LA LIBERTÉ.

de Pavel et Clara Thalmann.

Livre de souvenirs d'un militant communiste suisse qui côtoya le mouvement trotskyste. Témoignage intéressant notamment sur la vie politique en Suisse, la politique contre-révolutionnaire des staliniens en Espagne où l'auteur rejoignit les rangs du POUM et sur le type d'activités qu'il était possible de mener sous l'Occupation quand on restait un internationaliste. Ed. Spartacus. 75 F.

• LE YIDDISHLAND RÉVOLU-TIONNAIRE.

d'Alain Brossat et Sylvia Klingberg.

Les militants socialistes et communistes juifs de l'Europe centrale, de la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale. Intéressant malgré une tendance à présenter réformistes, staliniens et sionistes comme des révolutionnaires. Ed. Balland. 89 F.

URSS

• UN ROMAN: VIE ET DES-

de Vassili Grossman.

Dans l'enfer de la ville de Stalingrad assiégée, en 1942, les hommes se mettent à parler librement de ce qu'ils ont vu, de leurs vies, de leurs espoirs : des tragédies de la collectivisation forcée dans les campagnes, de la grande famine, des purges, mais aussi d'un avenir différent, qu'ils espérent possible...

Pendant ce temps, des chercheurs moscovites repliés en province poursuivent leur petite vie, avec ses intrigues et ses mesquineries habituelles, en se défiant les uns des autres; mais les conséquences de la guerre - les proches qui sont en danger, qui meurent, qui sont au front - bouleversent quand même ce petit

Les succès remportés a Stalingrad entrainent le retour à la vie « normale », c'est-à-dire à la peur, aux compromissions, et aux arresta-

Un bon roman, et un témoignage impressionnant sur la facon dont les Russes ont traverse cette année de guerre.

Ed. Julliard (Age d'Homme). 120 F.

• UN TEMOIGNAGE: AVO-CATE EN URSS.

de Dina Kaminskaya.

Un témoignage sur le système judiciaire soviétique et sur le milieu des intellectuels dissidents, par une avocate aujourd'hui émigrée. Ed. Robert Laffont. 89 F.

Afrique

DES ROMANS ET DES NOUVELLES:

PASSAGE DES MIRACLES.

de Neguib Mahfouz.

Roman décrivant le petit peuple dans une ruelle du Caire, il y a une quarantaine d'années : la marieuse, le cafetier homosexuel et agent électoral, les soldats anglais...

Petit monde où, en plein XXº siècle, subsistent bien des aspects qui évoquent le Moyen Age. Un livre simple et chaleureux. Ed. Sinbab. 110 F.

DIS-MOI QUI TUER.

Recueil de cinq nouvelles qui toutes parlent de gens de pays dits « en voie de développement » : Grèce, Egypte, Turquie, Afrique. Une dénonciation du pillage auquel se livre l'impérialisme, et de la vie misérable des populations. Ed. Albin Michel. 79 F.

DOCUMENTS

MORTS POUR LA FRANCE.

Roman et document historique à la fois, qui denonce comment les soldats africains ont été enroles dans l'armee trançaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Enrôlées de force, utilisées comme chair à canon par l'armée du colonisateur, ces troupes coloniales malgré leurs illusions, malgré leur résignation, eurent aussi des réactions de dignité devant le mépris des Français qui les considéraient comme des Ed. Karthala, 55 F.

AFFAIRES AFRICAINES.

de Pierre Péan.

Une énumération des nombreuses affaires troubles réglées entre la France et le Gabon depuis le début de la Ve République. Certaines rapportent des sous, d'autres coûtent des vies... Le tableau est édifiant. Ed. Fayard. 79 F.

HISTOIRE DE L'ART.

d'Ernst Gombrich.

Une histoire de l'art très vivante et illustrée de manière intelligente. Un très beau cadeau d'étrenne pour un prix pas trop élevé. Ed. Flammarion. 135 F.

THEATRE

« Rue Noire »

Pièce de Any Diguet, par la Compagnie Roger Blin et le Théâtre du Gué.

La compagnie Roger Blin se présente comme une compagnie « qui s'engage politiquement mais qui préfère la poésie au tract », et la pièce qu'elle monte aujourd'hui se veut un geste de solidarité envers les Républicains d'Irlande du Nord qui combattent l'occupation britannique.

L'action se déroule à notre époque dans la Rue Noire, une rue dévastée d'une grande ville d'Irlande du Nord. On y rencontre Andrew, jeune alcoolique, Nat, vendeur de sandwiches et barde à ses heures, et Betsy, une jeune fille qui aime et cache Dave, un militant blessé. Tous connaissent les mêmes peurs, les mêmes privations, quand surgit la belle et mystérieuse Isadora que personne ne connaît.

La guerre est omniprésente dans leur vie, même Andrew qui ne veut pas se battre en subit les consé-

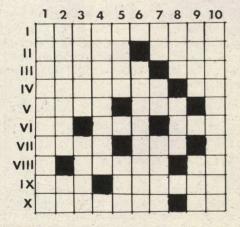
Sans histoire proprement dite, mais à l'aide de poésies, de chants, de danses, la pièce fait partager au spectateur le drame de la situation que vivent les personnages, même si le démarrage est un peu lent.

Mais la Rue Noire ne connaît pas que le désespoir, surtout et avant tout on y lutte. Une lutte d'autant plus déterminée qu'il semble n'y avoir aucune autre solution : les balles de l'armée anglaise ne faisant aucune distinction entre les combattants et les passants.

Joëlle GERARD

Théâtre de l'Epée de Bois, à la Cartoucherie. Tél. : 808.39.74. Séance tous les soirs à 20 h 30, le dimanche à 16 h, mais relâche lundi et jours de fêtes, jusqu'au 15 janvier.

MOTS CROISÉS

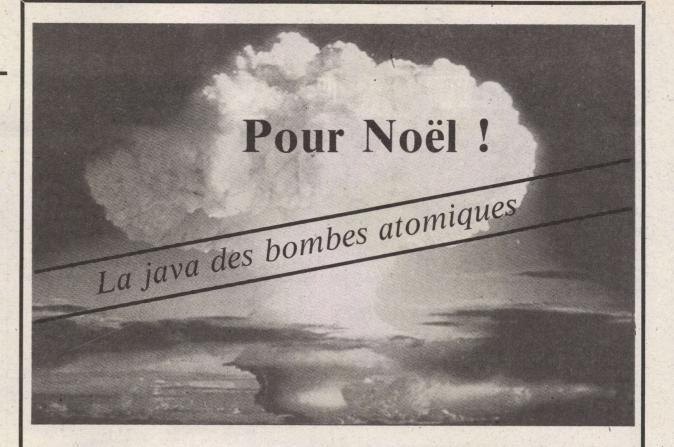


HORIZONTALEMENT. - I. Les plus gros ne peuvent se passer de ce petit-là. II. Gagne en longueur. Héritage. III. Leurs poignards sont célèbres. Sans taches. IV. On peut la porter ou la déposer, mais elle n'est pas toujours reçue. Fabrique de maîtres. V. Dans le Nord de la France. Il est souvent pourri. VI. Coule à l'envers. Prit. Les veaux ne le connaissent plus. VII. On peut la prendre, la passer ou la serrer. Il bat sa femme. VIII. Tentais. Conjonction. IX. Façon d'avoir. Sans vie. X. Ne changent pas. Envers de note.

VERTICALEMENT. — 1. Les volailles et les joueuses le sont rarement. 2. Fera mousser. Note. 3. En Italie. Pas grand-chose. 4. Presque toujours funèbres. 5. On peut le greffer, mais il ne donne pas de fruit. Il repousse dans un sens, mais il attacha dans l'autre. 6. En vérité, c'est du lard. 7. Clé. Conjonction. Fais. 8. Coule de source. Se dresse en été. 9. Contient des restes. Ne garde pas. 10. Il faut d'abord renvoyer pour pouvoir le faire.

Solution du n° précédent





« Wargames »

Un film de John Badham

Même si l'on n'est pas féru d'informatique, on peut voir sans problème Wargames. Car le film est un divertissement dans le style des superproductions américaines, à mi-chemin entre syndrome chinois et E.T..

Un collégien de 17 ans, David Lightman, joue avec son micro-ordinateur et entre en contact, sans le comprendre tout de suite, avec l'ordinateur du NORAD (le commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord): il déclenche un programme qu'il croit n'être qu'un jeu vidéo, intitulé « guerre thermonucléaire globale »...

Il ne faut pas chercher trop de subtilités psychologiques dans le film. Mais cela ne compte guère. Le suspense rebondit du début à la fin avec beaucoup d'efficacité. Au-delà des habiletés de mise en scène, c'est l'évocation même du danger d'une troisième guerre mondiale, d'une guerre nucléaire, qui lui donne sa force.

sorti aux Etats-Unis, des responsables militaires se sont sentis tenus de déclarer « invraisemblable » son scénario. En France, c'est Charles Hernu, le ministre de la Défense en personne, qui est allé expliquer la même chose, devant les élèves d'une école parisienne. Accompagné de son « directeur du groupe de planification et d'études stratégiques » Jean-Pierre Rabault, Hernu a confirmé: « Strictement impossible ».

Tout le monde veut nous rassurer. Mais c'est pourtant d'un fait bien réel qu'est parti le scénariste de Wargames, un incident survenu en novembre 1979, que la presse avait alors évoqué par quelentrefilets, ques entrefilets, en l'absence d'explication officielle. « Une bande simulant une attaque de missiles russes avait été laissée accidentellement dans un ordinateur, explique Lawrence Lasker. Quand les techniciens de la Défense ont branché le i donne sa force. système, celui-ci a renvoyé Lorsque Wargames est l'image d'une offensive

soviétique sur les Etats-Unis. Pendant six minutes environ, les techniciens ont cru que les missiles étaient en route. Ils ont ouvert les silos et tout le bazar ».

Le « bazar » en question, Wargames en donne une idée inquiétante.

Dans Wargames, l'ordinateur militaire s'arrête à temps parce qu'il calcule que la « guerre thermonucléaire globale » n'aboutit à aucun vainqueur. Il en conclut que le « jeu » ne vaut pas la peine d'être joué et l'arrête... Ouf! Mais c'est du cinéma. Dans la réalité, tous ceux qui recherchent les moyens de rendre la guerre thermonucléaire « possible », trouvent que le jeu vaut la peine d'être joué. Ces hommes-là sont sans doute plus dangereux que les ordinateurs.

Hervé MARTIN

Signalons la parution en Livre de Poche du roman du même nom, qui reproduit fidèlement le scénario du film (Livre de Poche n° 5873).

« La bombe » Armes et scénarios nucléaires

de C. Chant et I. Hogg

La revue Autrement vient de publier un dossier consacré à la bombe, et aux différentes armes nucléaires, dossier qui a été réaisé par deux spécialistes britanniques de l'armement, dont l'un fut responsable d'un programme d'équipement électronique pour le compte de l'armée anglaise.

C'est dire que les auteurs ne sont pas des adversaires de l'armement nucléaire, mais au contraire des techniciens de la querre pour qui la bombe atomique n'est qu'un élément indispensable de la panoplie militaire d'une grande puissance, à la fois à titre dissuasif mais aussi, le cas échéant, dans un but offensif. Ils se situent sans équivoque dans le camp impérialiste face à l'URSS qu'ils désignent comme l'agresseur probable et comme l'adversaire à combattre.

C'est donc avec cette optique

que les auteurs s'efforcent d'évaluer les forces et les faiblesses comparées des dispositifs nucléaires des deux camps.

Et pour la panoplie, on est servi. Le dossier est abondamment illustré de cartes et de schémas. Les auteurs décrivent avec minutie les « avantages » et les « inconvénients » (en termes d'efficacité militaire évidemment) d'un grand nombre d'armes nucléaires de tous genres et de toutes nationalités: missiles balistiques, stratégiques, tactiques, de croisière, lancés à partir de silos, de sousmarins, de véhicules terrestres ou d'avions... L'accumulation donne froid dans le dos, tant par le nombre et la variété de ces engins, que par le degré de technicité atteint. On découvre également les nombreux systèmes de surveillance et d'alerte qui

quadrillent aujourd'hui une bonne partie de la surface du globe au prix de centaines de milliards d'investissements; et aussi, enfin, ce qui se passerait en cas d'attaque atomique, et l'ampleur du carnage et des dégâts que pourraient provoquer à eux seuls les dispositifs qui sont immédiatement opération-

Le ton froidement technique employé pour décrire toute cette quincaillerie nucléaire, dont l'exemplaire le plus modeste est capable de détruire des hommes par milliers, donne une idée de la façon dont les états-majors envisagent froidement le recours à l'arme atomique...

Laurence VINON

La Bombe - armes et scénarios nucléaires de C. Chant et I. Hogg. Autrement. 99 F.



« La politique expliquée aux enfants » de Denis Langlois

Auteur des Dossiers noirs de la police française, des Dossiers noirs de la justice française, des Dossiers noirs du suicide, du Nouveau guide du militant, du Guide du citoyen face à la police, de L'injustice racontée aux enfants, (et d'autres ouvrages ou romans), Denis Langlois vient d'écrire La politique expliquée aux enfants (illustré par les dessins de Plantu).

« La politique, ce n'est pas de ton âge. Tu t'en occuperas plus tard, quand tu seras grand, quand tu pourras voter ». Combien de fois n'as-tu pas entendu ces phrases, parce que tu posais une question embarrassante ou que tu t'intéressais de trop près à une émission de télévision? Mais en fait, tu avais raison. La politique, c'est de ton âge. C'est même de tous les âges, parce que c'est tout simplement la vie, la tienne et celle des autres... La politique, ce n'est pas seulement les discours à la radio ou à la télévision, les combines, les marchandages, les promesses électorales : « Votez pour moi et je vous conduirai au bonheur!» C'est aussi la façon dont les hommes organisent leur vie sur terre, leurs efforts pour construire un monde

où ils seront enfin égaux... De toute façon, si tu ne t'occupes pas de politique, la politique, elle s'occupera de toi. Ce n'est pas un jeu où l'on peut crier « Pouce! Je ne joue pas. Laissez-moi tranquille! ».

Après une petite introduction où Langlois explique aux enfants qu'il y a une certaine façon de faire de la politique qui permet de vivre et pas seulement « d'exister comme une plante », ce petit ouvrage aborde dans ses divers chapitres: le pouvoir; les opinions politiques et les partis; les journaux, la radio, la télévision; l'ordre et la police; la justice; le désarmement; la pollution; les inégalités entre les hommes; les inégalités entre les pays; l'action politique.

Dans la conclusion, Langlois dit aux gosses : « Distoi que le monde a toujours bougé et bougera encore, qu'au fil des siècles dans tous les pays, il y a eu des gens qui ont lutté pour que notre société devienne plus juste, plus libre, plus généreuse, plus fraternelle. Ils n'ont pas totalement réussi, mais ils n'ont pas échoué non plus, car dans de nombreux domaines, il y a eu des améliorations. En tout cas, ils ont essayé. Ils ne sont pas restés passifs... Ils ont fait de la politique au sens noble du mot. Bref, ils ont pleinement joué leur rôle d'hommes et de fem-

Nous n'avons pas trouvé dans notre rédaction un « moins de douze ans » qui puisse dire si le livre lui avait plu ou non. Nous avons malheureusement dépassé la limite d'âge. Mais sous une forme simple et concise, ce petit ouvrage contient bien des idées chaleureuses et astucieuses qui sont aussi à la portée - et au profit - des adul-

LES PACIFISTES FAUT PAS S'Y FIER! « Le désarmement ».

« La clé de verre »

La clé de verre, c'est la première adaptation au cinéma du roman du même nom de l'écrivain américain Dashiell Hammett. Elle date de 1935 et n'avait jamais été montrée en France jusqu'à

Le roman d'Hammett (régulièrement réédité chez Gallimard) décrivait par le menu la mise en coupe réglée d'une ville par le monde très perméable des politiciens, des sénateurs véreux et de la pègre. La ville était agitée par une campagne électorale et, dans la coulisse, les règlements de compte muitipliaient les cadavres.

Malheureusement, l'adaptation au cinéma a gommé complètement cette critique sociale. Le politicien n'est plus qu'un bon gros garçon, goinfre et naïf. Le sénateur pourri est devenu une sorte de pitoyable grand-père. Il ne reste que les poses et les grimaces classiques du film policier américain de cette époque, avec ses bons et ses méchants, ses passages à tabac et la présence de George Raft, qui incarne avec une certaine classe le redresseur de torts aux cheveux gominés et aux airs entendus.

Jacques FONTENOY

Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes

Films récents...

LE GRAND CARNAVAL. d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débarquent en Algérie. Tableau d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique. Gaumont les Halles 1er. Berlitz 2º. Gaumont Richelieu 2º. UGC Opéra 2°. St-Germain Village 5°. Odéon 6°. Gaumont Ambassade 8°. Georges V 8°. Normandie 8°. St-Lazare Pasquier 8°. Maxeville 9°. Nation 12°. Fauvette 13°. Gaumont Sud 14°. Miramar 14°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15°. Mayfair 16°. Wepler 18°. Gambetta 20°.

ERENDIRA. de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez: quelque part en Amérique latine, Erendira, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1er (vo). Quintette 5e (vo). Biarritz 8e. Lumière 9e. Olympic Entrepôt 14° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

AU NOM DE TOUS LES MIENS.

de Robert Enrico.

A travers la vie du Juif polonais Martin Gray, une évocation de la guerre, des camps de la mort et du soulèvement du ghetto de Varsovie de 1943, du point de vue d'un individualiste forcené qui a toujours tiré son épingle du jeu des drames qu'il a traver-

mandie 8°. Paramount Opéra 9e. Paramount Montparnasse

COEURS CAPTIFS. de Michael Redford.

Des prisonniers italiens en Ecosse durant la dernière guerre. Ostracisme, hostilité, hypocrisie des « règles démocratiques »... Logos 5e (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX. de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonnade.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Saint-Michel 5e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). Georges V 8e (vo). Lumière 9e. Gaumont Sud 14°. Montpar-14e (vo).

LA TRAGÉDIE DE CARde Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations.

14 Juillet Parnasse 6e.

UN AMOUR EN ALLEMAde Wajda.

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme aime un prisonnier polonais: un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

Elysées Lincoln 8e (vo).

BALLADE NARAYAMA. de Shohei Imamura.

Dans un village japonais,

Forum Arc en Ciel 1er. Nor- les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure. des paysans pauvres.

Quintette 5° (vo).

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Rio Opéra 2º. Ciné Beaubourg Les Halles 3º. 14 Juillet Parnasse 6e.

VASSA. de Gleb Panfilov.

D'après une pièce de Gorki. La décomposition d'une famille bourgeoise et un portrait de maîtresse femme dans la Russie de 1913. Cosmos 6e (vo).

VIVEMENT DIMANCHE. de François Truffaut.

Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie. Gaumont les Halles 1er.

de et avec Woody Allen.

Les aventures de l'hommecaméléon ou les malheurs comiques de celui qui voulait trop bien s'adapter. L'Epée de Bois 5e.

GANDHI. de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'«apôtre de la nonviolence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5e (vo).

... et moins récents

LE VOLEUR DE BICY-CLETTE. de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Olympic Luxembourg 6e (vo).

de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra. Rivoli Beaubourg 4e. Grand Pavois 15e (horaires spéciaux).

LA TRAVIATA. de Franco Zefirelli.

L'opéra de Verdi adapté de La dame aux camélias. Bonaparte 6e (vo).

DE MAO A MOZART. de Murray Lerner.

Un reportage sur la tournée en Chine du violoniste Isaac Stern. Une occasion pour lui de nous faire partager son plaisir: la musique. Calypso 17e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Une satire sur les méfaits de la propriété privée et d'une certaine civilisation, symbolisées par une bouteille de coca-cola qui tombe en plein désert du Kalahari chez les Bochimans.

Impérial 2º. Marignan 8º (vo).

LES BAS-FONDS. de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Jouvet. Saint-André-des-Arts 6e. Stu-

L'évacuation des Palestiniens :

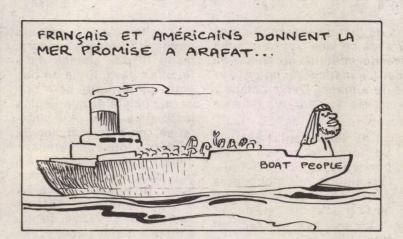
On reparle de négociations avec Arafat après avoir dispersé ses combattants

Les cinq bateaux grecs affrétés pour l'évacuation des combattants de l'OLP ont finalement quitté Tripoli le 20 décembre, emmenant plus de 4 000 combattants et plusieurs centaines de femmes et d'enfants. Jusqu'au dernier moment les avions de reconnaissance israéliens ont survolé la rade de Tripoli, laissant planer la menace de nouveaux bombardements, sans doute pour bien marquer une dernière fois leur victoire sur l'OLP.

Après Septembre Noir en 1970, et Beyrouth en août 1982, les combattants de l'OLP se retrouvent pour la troisième fois dispersés aux quatre coins du monde arabe. Les uns iront en Tunisie avec Arafat, les autres en Algérie, en Irak ou au Yemen. Mais où qu'ils aillent, c'est la vie des exilés coupés du peuple dont ils défendent le droit à l'existence qui les attend. Pire même, ils connaîtront de nouveau la vie des camps de réfugiés, qui ressemblent souvent à des camps d'internement, où les gouvernements des pays arabes ont l'habitude de parquer ces hôtes qu'ils sont bien obligés d'accueillir mais qu'ils redou-

Non, cette évacuation des combattants palestiniens n'a rien d'une « issue positive » obtenue « grâce aux Nations unies, grâce à la France », comme l'écrit L'Humanité du 21 décembre, à l'unisson du reste de la presse. En tout cas, certainement pas pour les combattants ou le peuple palestiniens, pas plus que ne l'avaient été leurs précédents exodes.

Réduire les combattants palestiniens à l'isolement, disperser leurs forces, les couper de leur peuple et des ressources morales, matérielles et humaines qu'ils en reçoivent, tel a toujours été l'objectif de l'impérialisme chaque fois que le peuple palestinien a montré sa force et sa détermination. Incapable de résoudre le problème que lui posent l'existence et les aspirations du peuple palestinien au Moyen-Orient, l'impérialisme a à chaque fois répondu par la violence, que ce soit par l'intermédiaire de la Jordanie comme en 1970, d'Israël comme en 1982 ou de la Syrie aujourd'hui. Et pas plus aujourd'hui que les fois précédentes, le problème ne



se trouve résolu, pas plus celui du Liban que celui du Moyen-Orient tout entier : ne serait-ce que parce que le Liban compte toujours à lui seul 400 000 Palestiniens sur son territoire!

Alors, maintenant que les combattants palestiniens sont désarmés et dispersés, on reparle de négociations. Après les marques de sympathie plus ou moins discrètes que lui ont apportées le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Mubarak, Yasser Arafat annonce qu'il compte se rendre en Egypte et en Jordanie et même à Damas (chez celui qui bombardait hier ses partisans à Tripoli!), pour discuter avec

les dirigeants de ces pays, et faire avancer la question du règlement politique du problème palestinien.

Devant ce retour en force d'Arafat sur le terrain diplomatique, L'Humanité le compare, lui et l'OLP, au « phénix, cet animal fabuleux qui, brûlé, renaissait de ses cendres » et s'émerveille de ce que « les exodes successifs (...) n'ont guère affecté ni l'autorité de Yasser Arafat dans le peuple palestinien, ni le prestige international de l'OLP ».

Mais il faut être des politiciens réformistes comme le sont les rédacteurs de L'Humanité pour se féliciter d'une telle situation. C'est justement parce que le peuple palestinien est affaibli que Yasser Arafat retrouve le devant de la scène politique, et que l'impérialisme et ses alliés vont peut-être de nouveau tolérer l'OLP à la table de négociation.

Lorsque les combattants palestiniens étaient forts, qu'ils étaient en position, par la détermination dont ils faisaient preuve, de gagner la sympathie des autres peuples, alors ils pouvaient peut-être, avec leur aide, faire reculer l'impérialisme et ses alliés. Et c'est pour cela que tout le monde, Israël comme les Etats arabes, était d'accord pour les briser. Mais ce n'est certainement pas aujourd'hui, alors qu'il vient de subir une défaite et que ses combattants sont désarmés, que le peuple palestinien se trouve dans la meilleure position pour négocier avec qui que ce soit. Et si dans les mois qui viennent Arafat trouve des interlocuteurs avec qui négocier, ce sera forcément sur le dos du peuple palestinien.

François ROULEAU

Liban: l'engrenage?

A Beyrouth, bien que des mesures de sécurité aient été prises, 15 personnes ont été tuées dont un soldat français et quatorze civils libanais, des dizaines d'autres ont été blessés avec l'explosion d'un nouveau camion, bourré d'explosifs, devant un poste tenu dans un stade par l'armée française.

Selon la presse, c'est l'organisation Djihad islamique (guerre sainte) qui a revendiqué l'attentat, cette organisation donnant un délai de dix jours aux troupes françaises et américaines pour déguerpir, « faute de quoi — a-t-elle proclamé — un véritable tremblement de terre aura lieu sous leurs pieds ».

Cette nouvelle explosion est bien sûr à rapprocher de celles qu'avaient subies les armées américaine et française le 23 octobre dernier, revendiquées d'ailleurs par la même organisation, et qui avaient fait près de trois cents morts. Après, Beyrouth avait été transformé en véritable camp retranché, truffé de chicanes, de fil de fer barbelé et d'obstacles en tout genre, dans le but de protéger les militaires de nouveaux camions bourrés d'explosifs.

Mais ces dispositions ne semblent pas avoir écarté ce type de danger pour les militaires. D'ailleurs, régulièrement des accrochages se produisent, et depuis leur présence au Liban les troupes françaises ont eu, jusqu'à présent, 82 tués et 90 blessés.

Le gouvernement français et l'état-major riposteront-ils par des actions de représailles, comme ils l'avaient fait à la suite de l'attentat du 23 octobre, où des Super-Etendard avaient bombardé une position de Syriens pro-islamiques?

Les militaires, interrogés après l'explosion, étaient particulièrement excités et décidés à en découdre; l'un d'eux déclarait au reporter du journal Le Monde (daté du 23/12): « Cela ne peut plus durer. Il ne faut pas partir. Il faut leur rentrer dans le tas ».

Arrivées soi-disant pour protéger la population, acclamées par les partisans de Gemayel, considérées semble-t-il par les autres comme de possibles protecteurs, aujourd'hui les troupes françaises se retrouvent de plus en plus en état de guerre, retranchées à l'abri de sacs de sable et de buttes de terre.

En tout cas, la logique de la situation c'est que progressivement mais inévitablement, en restant sur place, les troupes françaises s'orientent vers une intervention de plus en plus ouverte aux côtés de l'Etat libanais et des Phalanges de Gemayel dans la guerre civile que ceux-ci mènent contre les milices druzes, les milices islamiques chiites ou sunnites, les Palestiniens, bref contre toutes les fractions de la population pauvre qui revendiquent de ne pas être sous le joug.

Manque de pif!

Beau scandale! Les socialistes espéraient avoir trouvé une bonne occasion d'embarrasser les hommes de l'ancienne majorité. Le secrétaire d'Etat au Budget, Emmanuelli, a accusé l'ancien président de la Cour des comptes, Bernard Beck, de « forfaiture » pour avoir emporté dans ses valises, en partant en retraite, un rapport particulièrement ennuyeux pour ses amis Giscard, Barre et Chalandon, portant, comme l'écrivait le Canard Enchaîné, sur « la tragique histoire des avions renifleurs qui ne reniflaient rien ».

Des sociétés basées au Panama, au Lichtenstein et aux Nouvelles-Hébrides, et se faisant payer en Suisse, avaient réussi, entre 1976 et 1979, à escroquer la société Elf de 100 milliards de centimes, en promettant de lui livrer des avions capables de détecter, rien qu'en les survolant, des nappes de pétrole... Plus besoin de prospection, de forages, etc.!

Et c'était bien sûr une affaire top secret parce qu'elle était censée intéresser la Défense nationale. Le ministère de la Défense dément en avoir jamais entendu parler, mais ça ne fait rien! Elle intéressait aussi beaucoup, paraît-il, Giscard alors président de



la République, et Barre, Premier ministre.

En 1979, pourtant, un ministre de l'Industrie plus méfiant, André Giraud, avait mis fin à la supercherie. Elf avait même réussi à se faire rembourser une partie des capitaux investis dans ces affaires. Mais 50 milliards de centimes ont quand même disparu.

Où sont-ils passés? C'est ce que devait révéler le fameux rapport aujourd'hui introuvable établi en trois exemplaires, un pour Giscard, un pour Barre, et un pour Beck.

Bernard Beck revendique les faits. Oui, a-t-il officiellement déclaré devant les micros de la tělévision, il a fait établir ce rapport. Mais c'était à la demande de Barre, alors Premier ministre, et pas pour la Cour des comptes. Donc il était tout à fait logique qu'il n'en reste pas trace dans les archives de celle-ci. Ce qui lui semble anormal, à lui, c'est qu'une telle affaire puisse être portée devant le public!

Au fond, c'est lui qui a raison... Si les hommes d'Etat se mettaient à étaler en plein jour l'utilisation des deniers publics, à révéler tous les gaspillages, tous les milliards donnés à fonds perdus, où irait-on!

Quant à Giscard, il a profité de l'occasion pour se faire de la publicité, en montrant ce fameux rapport « en scoop » sur Antenne 2. Mais en fait, on ne sait toujours pas ce qu'il y a dedans!

Anne GARBE

P.V